

L'Accession des Indigènes Algériens

à la

Citoyenneté Française

par

Claude LAZARD

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le 5 Décembre 1938

MEMBRES DU JURY

Président de thèse : **M. OUALID**

Assesseurs : **MM. MAUNIER et JAMES**

PARIS — 5^e

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, Rue Soufflot, 3

1938

L'ACCESSION DES INDIGÈNES ALGÉRIENS
A LA CITOYENNETÉ FRANÇAISE

L'Accession des Indigènes Algériens à la Citoyenneté Française

par

Claude LAZARD

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le 5 Décembre 1938

MEMBRES DU JURY

Président de thèse : **M. OUALID**

Assesseurs : **MM. MAUNIER et JAMES**

PARIS — 5^e

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE
3, Rue Soufflot, 3

1938

La presente es una copia fiel de la original que se encuentra en el archivo de la
Comisión de Estudios Históricos de la Universidad de Chile, la cual
se encuentra en el archivo de la Comisión de Estudios Históricos de la Universidad de Chile.



CHAPITRE PREMIER

Indigènes Algériens

§ I. — LIMITES ET SUPERFICIE DE L'ALGERIE

El-Djezair : les îles ; c'est de ce mot arabe que nous avons fait Alger. Et d'Alger nous avons tiré le nom d'Algérie pour désigner la contrée située entre la Méditerranée, le Maroc et la Tunisie.

Tout le monde connaît ces limites. Ce qui est moins connu c'est la frontière Sud. Elle a été fixée par un arrangement en date du 7 juin 1905 intervenu entre les Ministères de l'Intérieur et des Colonies :

« La ligne qui sépare les deux Gouvernements Généraux
« de l'Algérie et de l'Afrique Occidentale Française, part
« du pays Hoggar, une section se dirigeant vers l'Est,
« l'autre plus longue allant à l'Ouest. Cette dernière part
« exactement de la source de l'Oued Tin-Zaouten ; de là
« elle suit la ceinture du bassin du Talemsi, jusqu'à son
« point le plus septentrional au Sud d'In-Zize. Elle tra-
« verse ensuite le Tanezrouft occidental et va couper la
« route Marabouti-Taoudeni à mi-chemin environ entre
« ces deux points, pour se diriger ensuite vers le Cap

« Noun, à la frontière marocaine. Dans sa section Est, la
« ligne de démarcation part du faite de Hoggar pour
« suivre l'Oued Tin-Zaouten jusqu'à sa perte dans le
« Tanezrouft oriental ; la ligne idéale longe le Tanezrouft
« en laissant la rive Nord à l'Algérie et la rive Sud à
« l'Afrique Occidentale Française. Enfin, cette ligne quitte
« le Tanezrouft et va couper la frontière Tripolitaine à
« peu près à mi-distance entre Ghat et le point où la
« route directe d'Agadès à Mourzouk franchit cette fron-
« tière. »

Il en résulte que l'Algérie dont le territoire comprend presque tout le Sahara et touche aux confins de l'Afrique Noire, possède une superficie considérable : 2.204.864 kilomètres carrés (1).

Cet immense territoire est divisé en deux parties, de dimensions très différentes, administrativement, judiciairement et financièrement distinctes : les territoires du Nord ou civils, représentant 209.635 km² et les territoires du Sud ou militaires dont la surface est de 1.995.228 km².

La ligne séparative suit approximativement la limite septentrionale du Sahara, les territoires du Nord ne comprenant par conséquent que la région montagneuse des Hauts-Plateaux et les plaines côtières (le Tell).

C'est de ces territoires du Nord que l'on a essayé de faire un prolongement de la France au delà de la Méditerranée, en la peuplant d'Européens et aussi en essayant d'assimiler dans la mesure du possible et progressivement les indigènes.

(1) Rappelons que la superficie de la France est de 550.000 km².

§ 2. — POPULATIONS DE L'ALGERIE

La France a trouvé en Algérie, lors de la conquête, des populations profondément différentes les unes des autres, tant par la race que par la religion.

Ces populations, en faisant abstraction de certaines distinctions ethniques sans intérêt pour notre sujet, constituaient quatre groupes bien déterminés :

Un premier groupe était composé par les Arabes, descendants des compagnons de Sidi-Okba et surtout des envahisseurs Hilals du ^{xr} siècle (1). De religion musulmane (rite malékite), les Arabes représentent le groupe le plus nombreux de l'Algérie : 4.407.522 individus dans les territoires du Nord et 562.902 dans les territoires du Sud, lors du dernier recensement de 1936.

Un deuxième groupe était formé par les Berbères, vraisemblablement descendants des premiers habitants du pays, et peut-être d'origine aryenne. Ils sont à l'heure actuelle encore divisés en trois masses distinctes : les Kabyles, de la grande et de la petite Kabylie, dont le nombre s'élevait en 1936 à 1.116.547 ; les Chaouïas de l'Aurès, que notre administration à tort ou à raison considère comme des Arabes, ce qui fait que leur nombre n'est pas recensé ; les Touareg du Sahara qui seraient d'après le recensement officiel 24.654. Ces berbères sont tous de religion musulmane.

Un troisième groupe était celui des Mozabites, habitants du M'Zab, d'origine berbère, musulmans schismatiques descendant des anciens kharidjites des premiers temps

(1) En y comprenant aussi les nombreux Berbères arabisés.

de l'Islam. Cantonnés dans le M'Zab à la suite de persécutions religieuses, ils ont ensuite essaimé dans toute l'Algérie, où ils sont en général commerçants. Leur nombre est de 24.069 dans les territoires du Sud et 6.656 dans les territoires du Nord.

Un quatrième groupe enfin, était constitué par les Israélites. D'abord régis par la loi mosaïque, ils sont devenus citoyens français, sauf dans le M'Zab où l'on trouve encore environ 2.000 individus à qui l'administration et la jurisprudence ont refusé la qualité de citoyen. La population d'origine israélite pourvue de la citoyenneté, dont le nombre n'était que de 33.000 approximativement en 1870, lors du décret Crémieux, s'élèverait maintenant à près de 100.000 individus.

§ 3. — LES INDIGÈNES MUSULMANS ET ISRAËLITES

Ce sont ces populations que l'on a qualifiées d'indigènes algériens.

Mais ce nom d'indigènes algériens ne s'est pas appliqué indistinctement à toutes les personnes de religion musulmane (ou israélite) que les armées françaises ont trouvées sur le sol de l'Algérie ou qui s'y sont trouvées par la suite.

D'après la Cour d'Appel d'Alger (arrêt du 11 juin 1877) (1) :

« est indigène musulman toute personne de religion
« mahométane née en Algérie avant la conquête ou
« qui est née depuis lors de parents établis en Algérie
« antérieurement à l'occupation Française, c'est-à-dire
« avant le 5 juillet 1830.

(1) *Bulletin Judiciaire de l'Algérie*, année 1877, page 333.

« On doit par suite refuser la qualité d'indigènes d'une
« part aux individus qui, bien qu'habitant l'Algérie à
« l'époque de l'occupation, n'y étaient pas nés, d'autre
« part à ceux qui, quoique nés en Algérie après la con-
« quête, descendent de parents qui ne s'y sont établis que
« plus tard ou n'ont fait qu'y passer. »

Cette solution a été confirmée législativement par les termes du décret du 7 octobre 1871, qui a posé des conditions identiques pour les Israélites appelés à justifier de leur indigénat en vue de leur inscription sur les listes électorales des citoyens français. La définition de l'indigène israélite telle que donnée par ce décret peut sans inconvénient être généralisée et être en particulier étendue à l'indigène musulman (1).

Dans cette définition de l'indigène, musulman ou israélite, ce qui frappe, c'est l'intervention d'une notion que la loi française ignore dans la Métropole mais qui en Algérie est indispensable pour caractériser la situation juridique de l'indigène, la notion de religion.

Or cette remarque prend une importance singulière si l'on tient compte de ce fait que les indigènes musulmans — à l'exception des Kabyles fidèles à de vieilles coutumes berbères — ne font pas de distinction entre la religion et le droit, le Koran étant la source commune de l'un et de l'autre.

(1) Il y a lieu de noter cependant que l'indigène musulman ou israélite qui se convertit au christianisme, reste indigène, à défaut d'une naturalisation opérée conformément aux textes en vigueur.

§ 4. — LES INDIGÈNES SONT FRANÇAIS

Ces indigènes algériens sont devenus de nationalité française.

Cela résulte tout d'abord des règles les plus générales du droit international public. Il est admis que l'occupation militaire d'un pays ne saurait avoir d'influence sur la nationalité de ses habitants, mais que l'annexion a pour conséquence d'attribuer aux régnicoles la nationalité du pays annexant. La difficulté en Algérie provient de ce que la France s'y est installée pendant de nombreuses années sans qu'aucun texte n'ait prononcé l'annexion des territoires occupés. Il faut attendre jusqu'à la Constitution du 4 novembre 1848 (article 109) pour trouver un texte qui déclare explicitement : l'Algérie est terre française. Mais il ne fait nul doute que l'annexion était bien antérieure à cette déclaration solennelle et l'on peut admettre, sans grande chance d'erreur, que l'ordonnance du 22 juillet 1834 qui a organisé le Gouvernement Général et la haute administration des possessions françaises dans le Nord de l'Afrique comportait implicitement annexion des territoires occupés.

Il faut en conclure que les indigènes algériens sont devenus Français depuis le 22 juillet 1834.

La jurisprudence a d'ailleurs été amenée à leur reconnaître cette qualité. La première décision en ce sens est un arrêt de la Cour d'Alger en date du 24 février 1862 (1), décision qui fut confirmée par un arrêt de la Cour de Cassation du 15 février 1864 (2).

(1) D. P., 1862-2-178.

(2) D. P., 1864-1-67.

La question a reçu enfin une solution législative par le Sénatus Consulte du 14 juillet 1865 qui a déclaré expressément :

« Article 1^{er}. — L'indigène musulman est Français. »

« Article 2. — L'indigène israélite est Français. »

§ 5. — LES INDIGENES SUJETS FRANÇAIS

De ce que l'indigène algérien était Français fallait-il tirer la conséquence qu'il était citoyen français ?

Dans son arrêt précité du 24 février 1862, la Cour d'Alger a estimé le contraire. Voici ses motifs, qui méritent d'être rapportés :

« Considérant qu'il est de principe en droit international que tout regnicole du pays conquis revêt par le
« seul fait de l'annexion la nationalité du pays au profit
« duquel l'annexion est faite ; que ce principe constamment admis par tous les traités passés sous l'ancienne
« monarchie et qui faisait partie de son droit public, a
« reçu une consécration nouvelle des traités intervenus
« depuis ; qu'il est constant que de tous les pays qui
« depuis le golfe de l'Adriatique jusqu'aux mers du Nord
« ont été réunis à la France sous la République et le Premier Empire, il n'en était aucun dont les régnicoles ne
« fussent Français au même titre que les Français nés
« sur le sol de la vieille France ; qu'il en a été ainsi encore
« lors du glorieux traité qui vient de rappeler au sein de
« la grande famille des populations qui depuis longtemps
« en étaient retirées et de réunir à la France l'une de ses
« plus anciennes et de ses plus belles conquêtes.
« Considérant toutefois que ce principe dont l'applica-

« tion est facile quand les populations sont homogènes
« n'est point tellement absolu, que, tout en admettant la
« nationalité, des exceptions ne puissent être faites quant
« à certains droits qui en découlent ; que les exceptions
« de cette nature sortent de la force des choses quand,
« loin d'être homogènes, les deux populations diffèrent
« profondément par la religion, les mœurs, la constitution
« du mariage, l'organisation de la famille ; que ces excep-
« tions se retrouvent dans les capitulations d'Alger et de
« Constantine, que les actes de la haute administration
« du pays, comme la jurisprudence de la Cour ont cons-
« tamment reconnues applicables à toutes les portions du
« territoire de la Colonie ;

« Considérant qu'en stipulant pour les diverses fractions
« de la population indigène le maintien de leur religion,
« de leurs propriétés, de leur commerce, de leur industrie,
« les hautes parties contractantes ont par cela même
« entendu que tout en devenant Français les différents
« membres de cette population ne seraient point admis à
« la jouissance des droits que confère la qualité de citoyen
« français ; qu'un grand nombre en effet des droits que
« confère le statut personnel du musulman ou de l'in-
« digène israélite ne sauraient se concilier avec les
« droits (*sic*) imposés aux citoyens français et dont il ne
« saurait secouer le joug sans contrevenir aux principes
« d'ordre public et même aux lois pénales sous la protec-
« tion desquels vit la nation française ; qu'il s'agit là du
« grand principe d'égalité devant la loi que la révolution
« de 1789 a inscrit en tête de nos institutions et auquel
« en aucune circonstance il ne peut être porté atteinte ;
« que c'est au surplus dans ce sens que depuis 30 ans les
« capitulations ont été constamment interprétées ; que si

« dans toutes les parties du monde où il a successivement
« à porter ses pas, il a suffi à l'indigène musulman ou
« israélite d'invoquer sa qualité de Français pour être à
« l'instant même protégé par le drapeau de la France, il
« n'a néanmoins, sauf l'avènement à une vie nouvelle par
« la naturalisation, jamais été admis à la jouissance
« des droits de citoyen français ;

« Considérant que de ce qui précède, il résulte que tout
« en n'étant pas citoyen français, l'indigène musulman
« ou israélite est Français. »

Cette solution jurisprudentielle qui faisait des indigènes algériens des sujets français en leur refusant la qualité de citoyen français, prêtait peut-être à la critique, en ce qu'elle reposait sur des arguments de bon sens mais non juridiques. En droit, en effet, en l'absence de tout texte retirant aux indigènes la qualité de citoyens, il semble que la jurisprudence se devait de les déclarer français et citoyens comme tous les Français. C'est d'ailleurs à une solution de ce genre que s'est arrêtée la Cour de Cassation dans son arrêt du 6 mars 1883 (1) à propos des Indiens non renonçants, tout au moins en ce qui concerne l'exercice des droits politiques. Mais si la jurisprudence de la Cour d'Alger reposait sur des fondements juridiques peu solides, elle présentait cependant un grand intérêt pratique.

C'est en effet sa jurisprudence qui en définitive a été adoptée par le législateur ; et la distinction qu'elle établit entre les citoyens et les sujets français se retrouve dans le sénatus-consulte du 14 juillet 1865, texte fondamental en la matière. Le Sénatus Consulte, en effet, stipule :

(1) D. P., 1883-1-908.

« Article 1^{er}. — L'Indigène musulman est Français ;
« néanmoins il continuera d'être régi par la loi musul-
« mane. Il peut être admis à servir dans les armées de
« terre et de mer. Il peut être appelé à des fonctions et
« emplois civils en Algérie. Il peut sur sa demande être
« admis à jouir des droits de citoyen français ; dans ce
« cas il est régi par les lois civiles et politiques de la
« France.

« Article 2. — L'Indigène israélite est Français ; néan-
« moins il continue à être régi par son statut personnel.
« Il peut être admis à servir dans les armées de terre et
« de mer. Il peut être appelé à des fonctions et emplois
« civils en Algérie. Il peut sur sa demande être admis à
« jouir des droits de citoyen français ; dans ce cas il est
« régi par la loi française. »

En spécifiant que l'Indigène musulman ou israélite pourrait être admis à jouir des droits de citoyen français, le Sénatus Consulte de 1865 entendait bien maintenir dans la condition de sujets tous les indigènes algériens qui ne formuleraient pas cette demande.

Les Israélites ayant été naturalisés (1) en masse par le décret du 24 octobre 1870, dit décret Crémieux, l'article 2 ne concerne plus que les quelques centaines d'Israélites Indigènes du M'Zab ; c'est dire qu'il ne présente plus qu'un intérêt pratique des plus réduits. Au contraire, l'article 1^{er} concernant les Indigènes musulmans est toujours en vigueur.

(1) Nous conformant à l'usage, nous emploierons le mot « naturalisation » dans le sens impropre mais commode d'« accession à la citoyenneté ».

§ 6. — LE STATUT PERSONNEL

Les raisons données par le législateur pour refuser aux indigènes algériens la qualité de citoyen français, se résument dans le maintien du statut personnel.

L'arrêt que nous avons déjà cité de la Cour d'Alger en date du 24 février 1862, mentionnait déjà que le statut personnel lui paraissait inconciliable avec la jouissance des droits de citoyenneté. L'exposé des motifs du sénatus-consulte reprend cet argument ; on y lit en effet la déclaration explicite suivante : « Vous jugerez, Messieurs les « Sénateurs, comme le Gouvernement, que le plein exercice des droits de citoyen français est incompatible avec « la conservation du statut musulman et de ses dispositions contraires à nos lois et à nos mœurs sur le mariage, « sur la répudiation, le divorce, l'état civil des enfants. »

Les autorités françaises ont toujours entendu maintenir en Algérie le respect des coutumes indigènes, dans une certaine mesure.

D'après la jurisprudence, et nous nous référons encore une fois à l'arrêt de la Cour d'Alger du 24 février 1862 ainsi d'ailleurs qu'à un arrêt de la Cour de Cassation en date du 29 mai 1865 (1), la capitulation du 5 juillet 1830 qui stipule : « L'exercice de la religion mahométane restera libre », doit être considérée comme applicable à tout le territoire de l'Algérie ; or, à l'exception des Kabyles qui, comme nous l'avons déjà noté, font la même distinction que nous entre la religion et le droit, les indigènes algériens confondent ces deux notions. Il résulterait donc de

(1) D. P. 1865-1-482.

cette jurisprudence que les règles religieuses musulmanes doivent être respectées sur tout le territoire de l'Algérie, et par suite toutes les règles juridiques que la religion contient.

D'après certains auteurs, la capitulation du 5 juillet 1830 n'aurait pas la portée que lui a donnée la jurisprudence, ni quant à son objet, ni quant à son étendue territoriale d'application (1). Nous nous trouverions simplement en présence d'une politique délibérée, consistant à ménager les indigènes en respectant des coutumes auxquelles ils sont très attachés. Dans ces conditions, rien n'empêche le Gouvernement français de réduire progressivement le champ d'application de ces coutumes et c'est bien ce que nous constatons en fait lorsque nous étudions les ordonnances et les décrets qui se sont succédés en la matière.

Quand on jette un coup d'œil sur la carte d'Algérie, on constate que le champ d'application du droit musulman et des coutumes indigènes varie suivant les régions, à l'heure actuelle. Et l'on peut à cet égard diviser l'Algérie en trois parties :

Dans les territoires du Nord, réserve faite de la Kabylie, les matières réglementées par le droit musulman sont énumérées par le décret du 17 avril 1889, article 1^{er}, ainsi conçu : « Les musulmans résidant en Algérie non admis
« à la jouissance des droits de citoyen français, conti-
« nuent à être régis par leurs droit et coutumes en ce qui
« concerne : leur statut personnel ; leurs successions ;
« ceux de leurs immeubles dont la propriété n'est pas éta-
« blie conformément à la loi du 26 juillet 1873 ou par un
« titre français, administratif, notarié ou judiciaire ».

(1) Voir plus loin chapitre quatrième, section 1, paragraphe 4.

En Kabylie, sur les territoires correspondant aux arrondissements de Tizi-Ouzou et de Bougie, le décret du 29 août 1874 est applicable. Son article 2 dispose : « Le droit musulman ou kabyle continue à régir les conventions civiles ou commerciales entre indigènes arabes ou kabyles, ou musulmans étrangers, ainsi que les questions religieuses ou d'Etat, sauf les modifications qui ont pu ou pourront y être apportées ».

Dans les territoires du Sud, le décret du 8 janvier 1870, toujours en vigueur, a, en fait, rendu applicable le décret du 13 décembre 1866. L'article 1^{er} de celui-ci était rédigé de la façon suivante : « La loi musulmane régit toutes les conventions civiles et commerciales entre musulmans indigènes et entre ceux-ci et les musulmans étrangers, ainsi que les questions d'Etat ».

Pour être complet, ajoutons que :

1° Les Mozabites (indigènes musulmans ibadites) sont soumis à une règle sensiblement différente de celle des musulmans orthodoxes ;

2° Les Chaouïas de l'Aurès, bien qu'officiellement soumis à la loi musulmane, suivent bien souvent les coutumes berbères ;

3° Les indigènes israélites du M'Zab sont régis par un statut mosaïque dont les dispositions sont très voisines de celles du statut musulman ;

4° Les Touareg du Sahara pratiquent plus souvent les vieilles coutumes d'origine berbère que le droit et même la religion du Prophète.

On voit que si le champ d'application du droit musulman et des coutumes indigènes varie, le droit de la famille et des personnes, ce qu'on appelle habituellement le statut personnel, n'a cependant jamais cessé pour les indigènes d'être compris dans ce champ.

Or, les règles qui constituent le statut personnel sont profondément différentes de notre droit moderne. Tout le monde sait qu'elles admettent la polygamie, la répudiation unilatérale, le mariage des impubères, le droit de contrainte matrimoniale, etc... On a pu dire à juste titre que le statut personnel heurte à la fois notre ordre public et nos lois pénales. Ce qui s'explique aisément si l'on songe que les indigènes sont restés dans un état social primitif et que leur législation en est simplement le reflet.

Le législateur français a estimé que pour être citoyen, l'indigène algérien devait au préalable renoncer à ces règles primitives. Il n'a pas jusqu'à présent changé d'avis.

§ 7. — ABSENCE DE DROITS POLITIQUES ET DE CERTAINS AUTRES DROITS

Du fait que les indigènes sont seulement des sujets français, il résulte pour eux certaines incapacités et certaines règles spéciales.

I. — Tout d'abord, ils n'ont pas la plénitude des droits politiques des citoyens. Ils ne prennent aucune part aux élections, ni des députés, ni des sénateurs.

Mais il serait faux de croire que les indigènes n'ont aucun droit politique.

Ils sont en effet représentés dans toutes les assemblées électives algériennes.

Dans chaque douar, les indigènes élisent une djemaa (assemblée) qui choisit son président.

Dans les communes mixtes, les présidents des djemaas des douars sont membres de droit de la Commission municipale.

Dans les communes de plein exercice, les indigènes élisent des conseillers municipaux, dont le nombre ne peut excéder le tiers du Conseil municipal, ni dépasser en aucun cas le chiffre de douze.

Dans les Conseils généraux, les membres élus par les indigènes représentent le quart du total.

Toutes ces représentations sont déterminées par le décret du 6 février 1919, pris en exécution de la loi du 4 février 1919.

Aux Délégations financières, la délégation indigène est de 24 membres (décret du 27 juin 1937), comme chacune des deux délégations de citoyens. Elle représente donc le tiers de l'assemblée.

Enfin, les indigènes sont représentés au Conseil Supérieur de l'Algérie.

Toutes ces élections ont lieu au suffrage restreint. L'article 10 du décret du 6 février 1919 réglemente de la façon suivante la composition du corps électoral :

« Sont électeurs au titre indigène, dans les communes
« de plein exercice et dans les communes mixtes, tous les
« indigènes musulmans algériens âgés de 25 ans accomplis, ne se trouvant dans aucun des cas d'incapacité
« prévus par la loi française, ayant une résidence de deux
« années consécutives dans la commune et se trouvant en
« outre dans l'une des conditions suivantes :

« 1° Avoir servi dans les armées de terre et de mer ;

« 2° Etre propriétaire foncier, fermier d'une propriété
« rurale ou commerçant sédentaire et inscrit au rôle des
« patentes de la commune depuis un an au moins ;

« 3° Etre employé de l'Etat, du département ou de la
« commune, ou titulaire d'une pension de retraite ;

« 4° Etre membre d'une Chambre d'Agriculture ou d'une
« Chambre de Commerce.

« 5° Etre pourvu d'un diplôme délivré par une école du
« Gouvernement, d'un titre universitaire ou d'un certificat
« d'études primaires ;

« 6° Etre titulaire d'une décoration française, d'une dis-
« tinction honorifique ou d'une médaille commémorative
« conférée par décret ou par un arrêté ministériel, ou
« d'une décoration étrangère autorisée par le Gouverne-
« ment ;

« 7° Avoir obtenu une récompense soit dans les exposi-
« tions ou concours agricoles et industriels, soit dans les
« concours de prix cultureux, soit dans les concours de
« petites cultures ou dans tous autres concours agricoles
« et industriels organisés spécialement pour les indigè-
« nes ;

« L'inscription sur les listes électorales sera refusée ou
« annulée pour tout individu ayant subi la peine de mise
« en surveillance pour l'un des faits prévus à l'article 3
« de la loi du 15 juillet 1914. »

Les conseillers municipaux des communes de plein exer-
cice et les membres des djemaas des douars sont élus par
l'ensemble du corps électoral, soit 400.000 électeurs en
chiffres ronds.

Les conseillers généraux et les délégués financiers sont
élus par le corps électoral complet dans les communes de
plein exercice et par les membres des djemaas des douars
dans les communes mixtes. Ils sont donc désignés par un
corps électoral réduit représentant en chiffres ronds
160.000 électeurs.

Ce qui précède n'est d'ailleurs vrai qu'en territoire civil,
seule partie de l'Algérie où les indigènes votent.

On constate que si le législateur a jugé bon de faire
participer les indigènes à la gestion de la chose publique

algérienne, par contre il a estimé que la masse était encore loin d'avoir reçu une éducation suffisante pour pouvoir prendre part aux élections. Ce qui explique que celles-ci aient lieu au suffrage restreint. D'un autre côté, quel que soit le loyalisme dont ont pu faire preuve les indigènes, le législateur a entendu maintenir dans toutes les assemblées (sauf bien entendu dans les djemaas des douars, assemblées purement indigènes) la prépondérance des citoyens.

Cette limitation du nombre des élus indigènes dans les assemblées a provoqué des protestations de la part de certains indigènes qui réclament une représentation plus large, plus en rapport avec le nombre des électeurs. En outre, ils demandent une représentation au Parlement, suivant des modalités à déterminer.

II. — D'autre part, les indigènes algériens n'ont pas accès à toutes les fonctions publiques. L'article 14 de la loi du 4 février 1919 pose bien en principe que : « Les indigènes musulmans non citoyens français sont admis au même titre que les citoyens français et sous les mêmes conditions d'aptitude aux fonctions et emplois publics ». Mais il ajoute : « Néanmoins, un décret déterminera la liste des fonctions d'autorité qu'ils ne pourront exercer que s'ils sont citoyens français ».

Le décret du 26 mars 1919, pris en exécution de cet article, énumère les fonctions d'autorité dont l'accès est interdit aux indigènes : ce sont celles d'administrateurs (administrateurs de commune mixte, préfets, secrétaire général du Gouvernement général, etc...), celles de magistrats et les postes de directeurs de toutes les grandes administrations. Le décret du 14 décembre 1922 y a ajouté les fonc-

tions de commissaire de police et d'inspecteur spécial de la police des chemins de fer et des ports.

III. — Les indigènes sont soumis encore à certaines règles pénales particulières.

Il existe pour eux, en effet, des peines spéciales et des infractions spéciales.

a) *Peines spéciales :*

Mise en surveillance, pour acte d'hostilité envers la souveraineté française.

Amende collective, pour crimes, délits ou contraventions relatives aux forêts.

Séquestre, pour hostilité envers la France ou intelligence avec l'ennemi.

b) *Infractions spéciales :*

Ce sont la détention d'arme ou de munitions de guerre sans autorisation préalable (peines correctionnelles), les infractions au Code de l'indigénat (peines de simple police) et certaines infractions tout à fait particulières, telles que les sanctions prévues contre l'indigène qui se rend à l'étranger sans passeport ou se rend en pèlerinage à la Mecque sans avoir subi la visite sanitaire (peines correctionnelles).

Il y a lieu de remarquer ici que la loi du 4 février 1919, article 14, modifié par la loi du 4 août 1920, dispose :
« Ceux qui seront inscrits sur les listes électorales ne peuvent être condamnés en ce qui concerne les contraventions et les délits que pour les mêmes faits et par les mêmes tribunaux que les citoyens français, sous réserve des mesures spéciales édictées pour la protection et la

« conservation des forêts par la loi du 21 février 1903 et
« des dispositions : 1° de la loi du 15 juillet 1914 relative
« à la mise en surveillance spéciale ; 2° du paragraphe
« final de l'article 5 de la même loi ; 3° du décret du
« 12 décembre 1851 sur l'achat, la vente et la détention des
« armes et munitions par les indigènes musulmans ».

Notons à ce propos que le paragraphe final de l'article 5 de la loi du 15 juillet 1914 prévoit l'application du Code de l'indigénat à tous les indigènes qui ont subi une condamnation à une peine supérieure à trois ans d'emprisonnement pour crime ou délit.

IV. — Nous ajouterons enfin que les indigènes du territoire du Sud sont soumis à un régime militaire profondément différent de celui du territoire civil.

Ils sont susceptibles d'être punis disciplinairement d'amende ou de prison, sans que ces condamnations soient portées à leur casier judiciaire.

Les crimes et délits qu'ils commettent sont réprimés par les tribunaux militaires.

Enfin, il n'y a pas d'élection en territoire militaire.

§ 8. — SENS UNIQUE DE L'INDIGENAT

Il résulte des études que nous venons de faire que l'indigénat est une situation exceptionnelle dans notre droit. C'est, si l'on peut dire, une situation à sens unique, qui dérive précisément de son caractère exceptionnel. On doit normalement pouvoir sortir facilement de cette situation (et nous verrons plus loin qu'il en est bien ainsi), mais il est impossible de l'adopter par acte de volonté.

Et en illustration de ce raisonnement, nous citerons simplement les quelques exemples suivants :

— Si un indigène a demandé et obtenu la citoyenneté, selon des modalités que nous examinerons au chapitre deuxième, cette décision est irrévocable et il n'est plus possible au citoyen de redevenir indigène. Il en est de même pour ses enfants mineurs ou nés après la naturalisation et pour leurs descendants. (Voir en ce sens Cassation 26 octobre 1904) (1).

— Si un citoyen se convertit à l'islamisme, il ne deviendra pas indigène musulman. Et si par exemple il épousait une deuxième femme, ce qui serait permis par sa religion nouvelle, il commettrait le délit de bigamie. (Voir sur l'inefficacité de la conversion sur ce point, le jugement rendu le 4 janvier 1879 par le Tribunal d'Alger) (2).

— Si un musulman étranger, même protégé français, marocain par exemple, s'établit en Algérie, ses enfants, s'ils n'ont à 22 ans répudié la nationalité française, deviendront citoyens français ; ils ne seront pas indigènes musulmans. (Voir en ce sens Cassation, 4 mai 1922 (3) ; Tribunal de Guelma, 26 décembre 1934) (4).

— Si une femme étrangère épouse un indigène algérien, elle ne devient pas indigène algérienne, à supposer qu'elle acquiert la nationalité française ; elle devient citoyenne française. Et les enfants qui naîtront du mariage seront citoyens français. (Voir en ce sens Alger, 13 février 1903) (5).

Mais s'il est impossible de devenir volontairement indi-

(1) R. A., 1905-2-9.

(2) B. J., 1879-2-29.

(3) R. A., 1927, p. 166.

(4) R. A., 1937-1, p. 49.

(5) R. A., 1904-2-141.

gène, il est possible à l'indigène d'abandonner l'indigénat, de quitter la situation exceptionnelle pour rentrer dans le droit commun.

Deux textes, le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 et la loi du 4 février 1919, ont donné aux indigènes de grandes facilités dans ce sens.

CHAPITRE DEUXIEME

Textes en vigueur

§ 1. — LE SENATUS-CONSULTE DU 14 JUILLET 1865

Le premier texte qui permet aux indigènes algériens de sortir de l'indigénat est le sénatus-consulte du 14 juillet 1865.

Nous en avons déjà cité plus haut les deux premiers articles. Nous croyons utile ici de reproduire intégralement le sénatus-consulte :

« ARTICLE PREMIER. — L'indigène musulman est Français ; néanmoins, il continuera d'être régi par la loi musulmane. Il peut être admis à servir dans les armées de terre et de mer. Il peut être appelé à des fonctions et emplois civils en Algérie. Il peut, sur sa demande, être admis à jouir des droits de citoyen français ; dans ce cas, il est régi par les lois civiles et politiques de la France.

« ART. 2. — L'indigène israélite est Français ; néanmoins, il continue à être régi par son statut personnel. Il peut

« être admis à servir dans les armées de terre et de mer.
« Il peut être appelé à des fonctions et emplois civils en
« Algérie. Il peut, sur sa demande, être admis à jouir des
« droits de citoyen français ; dans ce cas il est régi par la
« loi française.

« ART. 3. — L'étranger qui justifie de trois années de
« résidence en Algérie peut être admis à jouir de tous les
« droits de citoyen français.

« ART. 4. — La qualité de citoyen français ne peut être
« obtenue, conformément aux articles 1, 2 et 3 du présent
« sénatus-consulte, qu'à l'âge de vingt et un ans accom-
« plis : elle est conférée par décret impérial rendu en Con-
« seil d'Etat.

« ART. 5. — Un règlement d'administration publique dé-
« terminera : 1° les conditions d'admission de service et
« d'avancement des indigènes musulmans et des indigènes
« israélites dans les armées de terre et de mer ; 2° les
« fonctions et emplois civils auxquels les indigènes peu-
« vent être nommés en Algérie ; 3° les formes dans les-
« quelles seront instruites les demandes prévues par les
« articles 1, 2 et 3 du présent sénatus-consulte. »

Les dispositions relatives à l'accession des indigènes aux emplois ont été modifiées par des textes ultérieurs, comme nous l'avons déjà dit. L'article 2 ne s'applique plus qu'à quelques centaines d'indigènes israélites, comme nous l'avons indiqué précédemment. L'article 3 concerne les étrangers. Ne nous intéressent donc, dans le sénatus-consulte, que les parties qui visent l'admission des indigènes musulmans à la citoyenneté française.

A ce sujet, le titre IV du décret du 21 avril 1866, pris en exécution de l'article 5 du sénatus-consulte, indique les formes dans lesquelles la demande doit être faite :

« ART. 11. — L'indigène musulman ou israélite qui veut
« être admis à jouir des droits de citoyen français, confor-
« mément au § 3 des articles 1 et 2 du sénatus-consulte du
« 14 juillet 1865, doit se présenter en personne, soit devant
« le maire de la commune de son domicile, soit devant le
« chef du bureau arabe de la circonscription dans laquelle
« il réside, à l'effet de former sa demande et de déclarer
« qu'il entend être régi par les lois civiles et politiques de
« la France. Il est dressé procès-verbal des dites demande
« et déclaration.

« ART. 12. — Le maire ou le chef du bureau arabe procè-
« dent d'office à une enquête sur les antécédents et la
« moralité du demandeur. Le résultat de cette enquête est
« transmis, avec le procès-verbal contenant la demande,
« au général commandant la province, qui envoie toutes
« les pièces avec son avis au Gouverneur général de l'Al-
« gérie.

« ART 13. — Le Gouverneur général transmet la demande
« à notre Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des
« Cultes, sur le rapport duquel il est statué par nous, le
« Conseil d'Etat entendu.

« ART. 14. — Si le demandeur est sous les drapeaux, le
« procès-verbal prescrit par l'article 11 est dressé par le
« chef de corps ou par l'officier supérieur commandant le
« détachement auquel il appartient, et transmis au général

« commandant la province avec : 1° l'état de services du
« demandeur ; 2° un certificat relatif à sa moralité et à
« sa conduite. Les pièces sont adressées par le général
« commandant la province, avec son avis, au Gouverneur
« général de l'Algérie, pour être ensuite procédé confor-
« mément à l'article 13 du présent décret. »

Le sénatus-consulte de 1865 a une portée très large : il s'adresse à tous les indigènes algériens âgés de plus de 21 ans. Ce sont là des conditions très faciles à remplir par les indigènes. Mais cette naturalisation suppose au préalable une demande formulée par l'indigène qui désire devenir citoyen ; il s'agit donc d'une naturalisation qui ne peut être qu'individuelle ; cette naturalisation sera accordée, si elle est accordée, par le Chef de l'Etat, par décret rendu en Conseil d'Etat. Il s'agit donc d'une faveur consentie par le pouvoir exécutif. L'indigène se trouve ainsi placé dans une situation qui rappelle celle de l'étranger, dont la naturalisation est prononcée dans des conditions identiques.

D'autre part, fidèle au principe que le statut personnel est incompatible avec la citoyenneté, le sénatus-consulte spécifie que l'indigène admis à la citoyenneté sera régi par les lois civiles de la France, c'est-à-dire qu'il abandonnera son statut personnel. En contre-partie, il sera régi par les lois politiques de la France, c'est-à-dire qu'il sera électeur et éligible ; bref, il sera complètement assimilé au citoyen français d'origine.

En résumé, les caractéristiques de l'accession des indigènes musulmans à la citoyenneté, telle qu'elle est prévue par le sénatus-consulte, sont les suivantes. Il s'agit :

- d'une naturalisation individuelle ;
- d'une naturalisation sur demande ;

- d'une naturalisation par faveur du pouvoir exécutif ;
- d'une naturalisation complète, emportant assimilation totale aux autres citoyens.

Notons ici que le Gouvernement de la Défense Nationale avait, par un décret en date du 24 octobre 1870, délégué au Gouverneur général, statuant sur l'avis du Conseil consultatif créé par un autre décret de même date, les pouvoirs du Chef de l'Etat en la matière. Mais un décret en date du 1^{er} janvier 1871 a supprimé le comité consultatif ; et en fait le décret du 24 octobre 1870 relatif à la naturalisation des indigènes n'a jamais été appliqué. Le Chef de l'Etat n'a jamais cessé de prononcer des accessions à la citoyenneté par décrets pris en Conseil d'Etat.

Il convenait cependant de mentionner ce décret du 24 octobre 1870, parce que certains textes que nous serons appelés à citer se réfèrent à lui, encore qu'il ait toujours été lettre morte.

§ 2. — LES RESULTATS DU SENATUS-CONSULTE DE 1865

Le législateur de 1865 se faisait de grandes illusions ; il croyait que nombreux seraient les indigènes qui s'empresseraient de solliciter la faveur que l'on avait la générosité de leur octroyer.

L'exposé des motifs du sénatus-consulte ne fait aucun doute à cet égard. On y lit textuellement :

« Le fanatisme musulman a bien perdu de son ardeur
« et de son intolérance ; sous l'influence de trente-cinq
« années de relations quotidiennes, le commerce, l'indus-
« trie, les travaux de l'agriculture, les besoins d'une exis-

« tence plus sédentaire ont rapproché les peuples, adouci
« les habitudes et les mœurs, et déjà un rayon de la civi-
« lisation française a pénétré dans la société africaine. Ce
« serait d'ailleurs une erreur de croire que la loi de Maho-
« met règne d'une manière absolue sur la population mu-
« sulmane ; les Kabyles, qui descendent de familles chré-
« tiennes réfugiées, diffèrent des autres Arabes sous le
« triple rapport des mœurs, des lois et du culte même. Ce
« million d'hommes qui ne pratique pas la polygamie, dont
« les familles sont constituées à l'instar des nôtres, qui
« s'est montré sensible aux avantages de la civilisation,
« voudra profiter du nouveau bienfait que lui apportera
« notre sénatus-consulte ».

Si le rapporteur au Sénat du texte proposé par le Gouvernement impérial, M. Delangle, faisait des réserves sur l'accueil qui serait réservé par la population musulmane au sénatus-consulte et signalait que probablement la génération vivant à l'époque n'y prêterait guère attention, personne cependant ne s'attendait à un échec aussi net que celui qui s'est produit dans la réalité.

Le nombre des demandes formulées en vertu du sénatus-consulte s'est élevé en effet à des chiffres oscillant, suivant les années, autour de 40, et depuis 1865 jusqu'au 27 mai 1937, 2.488 admissions seulement ont été prononcées par le Chef de l'Etat. Il suffit de rapprocher ce nombre du chiffre de la population de l'Algérie pour se rendre compte du succès du sénatus-consulte de 1865.

§ 3. — LE DECRET CREMIEUX

L'abstention était d'ailleurs aussi générale chez les israélites que chez les musulmans. Sur 398 admissions pro-

noncées entre 1866 et 1870, les 9/10 proviendraient d'israélites marocains, et le nombre d'israélites algériens admis à la citoyenneté pendant cette période serait en moyenne de 10 par an.

Telle était la situation lorsque parut le décret du 24 octobre 1870, dit décret Crémieux :

« Les israélites indigènes des départements de l'Algérie
« sont déclarés citoyens français ; en conséquence, leur
« statut réel et leur statut personnel seront, à compter de
« la promulgation du présent décret, réglés par la loi
« française, tous droits acquis jusqu'à ce jour restant invio-
« lables. Toute disposition législative, tout sénatus-con-
« sulte, décret, règlement ou ordonnance contraires sont
« abolis ».

Ce texte faisait des israélites indigènes des citoyens français, dans le statut français sur tout le territoire de l'Algérie à l'époque (1). Par la suite, d'autres territoires, et notamment le M'Zab, furent rattachés à l'Algérie française. C'est le 21 décembre 1882 que le M'Zab fut annexé.

La question s'est posée alors de savoir si les israélites du M'Zab devaient être considérés comme des citoyens.

En fait, le décret du 24 octobre 1870 pris par le Gouvernement de la Défense Nationale, alors que ce Gouvernement représentait à lui seul la Souveraineté française, doit être considéré comme un décret-loi. Par conséquent, comme tout texte législatif, il doit produire son effet dans l'avenir aussi bien que dans le présent et sur toute l'éten-

(1) Le décret du 7 octobre 1871 a obligé tous les Israélites d'origine indigène désirant être maintenus sur les listes électorales des citoyens à justifier, dans les 20 jours de leur indigénat (voir plus haut Ch. 1, § 3), devant le Juge de Paix. Cette mesure a été prise en attendant qu'il ait été statué par l'Assemblée Nationale sur le maintien ou l'abrogation du décret du 24 octobre 1870. En fait, ce dernier décret n'a jamais été abrogé.

due du territoire français. En l'absence de tout texte contraire, les israélites du M'Zab devaient donc, à compter de l'annexion, être considérés comme des citoyens français en vertu du décret du 24 octobre 1870.

Mais, ce n'est pas cette solution qui a prévalu. L'administration, pour des raisons d'opportunité, a considéré les israélites du M'Zab comme des israélites indigènes et la jurisprudence a suivi l'opinion de l'administration (Alger, 25 février 1891 (1) ; Trib. Alger, 18 juillet 1907 (2). Selon l'administration et la jurisprudence, le décret du 24 octobre 1870 aurait eu pour effet de naturaliser en masse les israélites algériens, dispensés ainsi d'obtenir des naturalisations individuelles. Cette mesure n'aurait eu dès lors d'effet que pour les israélites algériens vivant au moment où elle a été prise et son effet utile a cessé dès que les indigènes algériens de l'époque furent devenus citoyens français. On tire de cette théorie la conséquence que les israélites du M'Zab restent indigènes et soumis comme tels au sénatus-consulte de 1865.

Nous avons vu plus haut que les indigènes israélites du M'Zab seraient au nombre d'environ 2.000. Il y en aurait aussi quelques centaines dans les territoires du Nord, vraisemblablement émigrés du M'Zab depuis 1882.

§ 4. — LA LOI DU 4 FEVRIER 1909

L'accession en masse des israélites algériens à la citoyenneté a fait ressortir d'une façon plus nette la situation des indigènes musulmans, qui ont paru être dès lors dans

(1) R. A., 1891-2-220; S., 1891-1-201.

(2) R. A., 1909-2-228.

un état injuste d'abaissement. A partir de 1887, les propositions de loi ayant pour objet de les naturaliser ou de faciliter leur naturalisation, les discussions relatives aux questions indigènes en Algérie se succèdent au Parlement. En 1914, notamment, tandis que le Sénat envisage la constitution d'une commission destinée à examiner les réformes que comporterait la situation d'Algérie, la Chambre des Députés adopte un ordre du jour réclamant l'égalité fiscale, l'amélioration du statut des indigènes, l'octroi de toutes les libertés compatibles avec la souveraineté française.

La guerre de 1914-1918 a donné un supplément d'actualité à ce problème. L'héroïsme des tirailleurs a démontré la fidélité des indigènes envers la France. On a vu alors se multiplier les propositions de loi tendant à ouvrir plus grandes les portes de la naturalisation. Le Gouvernement ne pouvait rester indifférent : en son nom, M. Nail, garde des Sceaux, et M. Pams, ministre de l'Intérieur, déposaient en 1918 un projet de loi qui est devenu la loi du 4 février 1919 (1).

Cette loi, relative à l'accession des indigènes de l'Algérie aux droits politiques, se divise en deux titres. Nous avons déjà sommairement étudié le titre II, concernant le statut politique des indigènes musulmans algériens qui ne sont pas citoyens français (2).

Pour connaître les facilités accordées pour l'accession à la qualité de citoyen français par la nouvelle loi, les conditions requises et les formes imposées, il n'est que d'en lire le titre I^{er} :

(1) J. O., Doc. Parl. Chambre, session de 1918. Annexe n° 4663, séance du 14 mai 1918.

(2) Voir Ch. 1^{er}, § 7.

« ARTICLE PREMIER. — Les indigènes d'Algérie pourront
« accéder à la qualité de citoyen français en vertu des dis-
« positions du sénatus-consulte du 14 juillet 1865 et de la
« présente loi.

« ART. 2. — Tout indigène algérien obtiendra sur sa
« demande la qualité de citoyen français s'il remplit les
« conditions suivantes : 1° être âgé de vingt-cinq ans ;
« 2° être monogame ou célibataire ; 3° n'avoir jamais été
« condamné pour crime ou pour délit comportant la perte
« des droits politiques et n'avoir subi aucune peine disci-
« plinaire, soit pour acte d'hostilité contre la souveraineté
« française, soit pour prédication politique ou religieuse
« ou menées de nature à porter atteinte à la sécurité gé-
« nérale ; 4° avoir deux ans de résidence consécutive dans
« la même commune en France ou en Algérie ou dans une
« circonscription administrative correspondante d'une
« colonie française ou d'un pays de protectorat français. —
« Et s'il satisfait en outre à une des conditions spéciales
« suivantes : a) avoir servi dans les armées de terre ou de
« mer et justifier de sa bonne conduite par une attestation
« de l'autorité militaire ; b) savoir lire et écrire en fran-
« çais ; c) être propriétaire ou fermier d'un bien rural ou
« propriétaire d'un immeuble urbain ou être inscrit au
« rôle soit des patentes, soit des impôts de remplacement
« depuis un an au moins dans la même commune pour une
« profession sédentaire ; d) être titulaire d'une fonction
« publique ou d'une pension de retraite pour service pu-
« blic ; e) avoir été investi d'un mandat public électif ;
« f) être titulaire d'une décoration française ou d'une dis-
« tinction honorifique accordée par le Gouvernement
« français ; g) être né d'un indigène devenu citoyen fran-

« çais alors que le demandeur avait atteint l'âge de 21 ans.
« La femme de l'indigène devenu citoyen français posté-
« rieurement à son mariage pourra demander à suivre la
« nouvelle condition de son mari.

« ART. 3. — L'indigène musulman algérien qui désire
« bénéficier de la présente loi doit adresser au juge de paix
« ou à l'autorité qui le remplace une demande en deux
« exemplaires et joindre les pièces suivantes : 1° son acte
« de naissance ou, à défaut, un acte de notoriété dressé
« sur attestation de quatre témoins par le juge de paix ou
« le caïd du lieu de la résidence ; 2° les pièces justifiant
« que les conditions prévues à l'article 2 sont remplies ;
« 3° un extrait de son casier judiciaire ; 4° les actes de
« naissance de ses enfants mineurs ou les actes de noto-
« riété qui en tiennent lieu. Le greffier de la justice de
« paix lui délivre un récépissé de sa demande et en trans-
« met sans délai un duplicata au Gouverneur général de
« l'Algérie.

« ART. 4. — Dans le mois qui suit l'enregistrement de la
« demande au greffe de la justice de paix, le juge de paix
« convoque le postulant, vérifie s'il remplit les conditions
« nécessaires et fait connaître le résultat de cet examen à
« l'intéressé, au maire ou l'administrateur de la commune
« de sa résidence, au Procureur de la République et au
« Gouverneur général qui, dans le délai de quinze jours, en
« accusent réception et présentent les observations qu'ils
« jugent utiles. Le dossier complet est ensuite transmis
« sans délai au greffier du Tribunal civil de l'arrondisse-
« ment et avis en est donné au Procureur de la Républi-
« que et au Gouverneur général.

« Article 5. — Si le postulant est domicilié en France,
« dans une colonie française ou en pays de protectorat,
« il adressera sa demande au juge de paix dont relève sa
« commune d'origine ou à l'autorité qui la remplace. Celui-
« ci pourra donner commission rogatoire à tout juge de
« paix ou à l'autorité française qui le remplace pour pro-
« céder aux formalités d'examen.

« ART. 6. — Si dans le délai de deux mois à dater de
« l'enregistrement de la demande au greffe du Tribunal
« civil, il ne se produit aucune opposition du Gouverneur
« général ou du Procureur de la République en conformité
« soit de l'article 7, soit de l'article 8 de la présente loi,
« le Tribunal de première instance, à la première audience
« publique, déclare que le postulant remplit les conditions
« fixées par la loi et est admis à la qualité de citoyen
« français. Mention de cette déclaration sera faite en
« marge de l'acte de naissance et de l'acte de mariage du
« postulant. Si le postulant n'est pas inscrit sur les regis-
« tres des actes de l'état civil, semblable mention sera
« portée sur l'acte de notoriété établi conformément à l'ar-
« ticle 3. Cet acte de notoriété suppléant l'acte de nais-
« sance ou de mariage sera déposé au greffe du Tribunal de
« première instance et au secrétariat de la Mairie.

« ART. 7. — En cas d'opposition soit par le Gouverneur
« général, soit par le Procureur de la République, notifiée
« dans les délais prévus par simple lettre au greffier du
« Tribunal, le Tribunal examine si l'opposition est fondée,
« soit sur l'absence de l'une des conditions prévues à l'ar-
« ticle 2, soit sur l'existence d'une condamnation pour
« l'un des faits énumérés à cet article. En audience publi-

« que, dans le délai d'un mois, il recevra l'opposition ou en
« donnera mainlevée ; dans ce dernier cas, il déclare que
« le postulant est admis à la qualité de citoyen français.

« ART. 8. — Dans le même délai de deux mois fixé à
« l'article 6, le Gouverneur général pourra, par arrêté déli-
« béré en conseil de Gouvernement et approuvé par le
« Ministre de l'Intérieur, s'opposer pour cause d'indignité
« à la déclaration du Tribunal prévue au même article. La
« demande rejetée dans ces conditions ne pourra être
« renouvelée qu'après un délai de cinq ans.

« ART. 9. — Le pourvoi en cassation est ouvert contre la
« décision du Tribunal de première instance, soit au Pro-
« cureur de la République, soit à l'intéressé. Il sera sus-
« pensif. Ce pourvoi sera introduit et jugé dans les formes
« et conditions prévues par le décret du 2 février 1852 et
« par la loi du 6 février 1914. Les notifications du pourvoi
« seront faites au Procureur de la République ou par lui.

« ART. 10. — Les actes judiciaires seront dispensés de
« timbre et enregistrés sans frais. Les extraits d'actes de
« l'état civil seront délivrés gratuitement, sur papier libre,
« aux intéressés et au juge de paix ; ils porteront en tête
« de leur texte l'énonciation de leur destination spéciale
« et ne pourront servir à aucun autre usage.

« ART. 11. — Les effets des décisions rendues en exécu-
« tion des articles 6, 7 et 9 ci-dessus sont ceux que le
« sénatus-consulte de 1865 a attachés à l'admission à la
« qualité de citoyen français. »

L'article 16 stipule que la loi n'est applicable qu'au terri-
toire civil de l'Algérie.

Il résulte des travaux préparatoires, et en particulier du rapport de M. Moutet (1), que tous les indigènes de l'Algérie sont visés par la loi de 1919, par conséquent les indigènes israélites et chrétiens — pour autant qu'il puisse s'en trouver dans les territoires du Nord — aussi bien que les indigènes musulmans.

Mais la Cour de Cassation, dans un arrêt rendu le 15 juillet 1923 (2), a décidé que seuls les hommes pouvaient bénéficier de la loi de 1919 ; par conséquent, la femme indigène qui voulait se faire naturaliser devait invoquer les dispositions du sénatus-consulte de 1865. Il a fallu une loi, la loi du 18 août 1929, pour étendre à la femme indigène le bénéfice de la loi de 1919. Comme il était difficile de déclarer la femme citoyenne ou de lui reconnaître des droits politiques, l'article unique de cette nouvelle loi a spécifié seulement que « la femme indigène de l'Algérie peut acquérir la plénitude des droits reconnus à la femme française ».

Si l'on compare la loi de 1919 au sénatus-consulte de 1865, on constate que la naturalisation, suivant le nouveau mode, présente certains caractères communs avec celle de l'ancien mode. Il s'agit toujours, en effet :

- d'une naturalisation individuelle,
- d'une naturalisation sur demande,
- d'une naturalisation complète, emportant assimilation du naturalisé aux citoyens d'autre origine, et perte du statut personnel.

Par contre, la grande innovation apportée par la loi de 1919 est qu'il ne s'agit plus d'une faveur accordée par le pouvoir exécutif ; c'est un droit qui appartient à tous

(1) *J. O.*, Doc. Parl. Chambre, session de 1918. Annexe n° 4920; séance du 2 août 1918.

(2) *R. A.*, 1923-2-157.

ceux qui remplissent les conditions prévues et c'est le Tribunal qui est appelé à constater ce droit, sans avoir à formuler d'appréciation personnelle. Le Gouverneur général ne peut s'y opposer que pour cause d'indignité.

§ 5. — LES RESULTATS DE LA LOI DE 1919

Les Pouvoirs publics ont pu s'imaginer en 1919 qu'ils payaient la dette de reconnaissance de la France envers les indigènes, en leur reconnaissant le droit d'être citoyens, sous certaines conditions, pourvu qu'ils veuillent bien le demander.

Le geste, en effet, pouvait être considéré comme généreux puisque 400.000 indigènes environ remplissent les conditions requises par la loi et pourraient par conséquent, en même temps que leurs femmes et leurs enfants mineurs, obtenir leur naturalisation.

Mais l'expérience a prouvé que ce geste n'a pas eu les conséquences heureuses que le Gouvernement avait escomptées. De 1919 à fin 1936, en effet, le nombre des demandes de naturalisation en vertu de la loi de 1919 s'est élevé à 2.435, soit une moyenne de 130 environ par an.

Dans la même période, le nombre des admissions prononcées a été de 1.793.

On peut ici répéter ce que nous avons dit à propos du sénatus-consulte de 1865. Il suffit de rapprocher le chiffre de la population indigène de l'Algérie — et en outre celui des indigènes remplissant les conditions exigées — du nombre des demandes de naturalisation, pour se rendre compte que la loi de 1919 a abouti à un échec.

§ 6. — SITUATION DE LA FEMME ET DES ENFANTS DU NATURALISÉ

Le grandes difficultés se sont rencontrées au sujet de la situation de la femme du naturalisé et de ses enfants mineurs, principalement dans l'application du sénatus-consulte de 1865.

Evidemment, il était facile de se mettre d'accord sur la situation de la femme lorsque le mariage avait lieu après la naturalisation du mari, ou sur celle des enfants ayant atteint la majorité au moment de la naturalisation de leur auteur.

Mais les controverses prenaient au contraire une grande ampleur lorsqu'il s'agissait d'une naturalisation après le mariage et en présence d'enfants mineurs ; quels étaient à leur égard les effets de la naturalisation de leur mari et père ?

Quatre théories ont vu le jour et ont trouvé successivement des défenseurs en doctrine et en jurisprudence :

1^{re} *théorie* : La femme et les enfants mineurs restent indigènes et le naturalisé reste considéré comme indigène dans ses rapports avec eux (Alger, 5 juin 1883) (1).

2^e *théorie* : La femme et les enfants mineurs restent indigènes mais le naturalisé est considéré comme un citoyen français dans ses rapports avec eux. (Nombreux arrêts en ce sens entre 1880 et 1908) (2).

3^e *théorie* : La femme reste indigène, mais les enfants mineurs deviennent citoyens français, et le naturalisé est

(1) R. A., 1885-2-310; sous Cass. Civ., 15 juin 1885.

(2) Voir Alger, 13 mai 1902; R. A., 1904-2-132; Cass. Civ. rej., 26 octobre 1904; R. A., 1905-2-9; Alger, 29 mars 1893; R. A., 1893-2-225 et D., 1893-2-440.

considéré comme citoyen dans ses rapports avec sa femme. (Cass. Civ. 30 déc. 1907) (1).

4° *théorie* : La femme et les enfants sont compris dans la naturalisation de leur mari et père. C'est à ce système que se sont ralliés certains auteurs (2).

La solution semble acquise en ce qui concerne les enfants mineurs ; la décision de la Cour de Cassation du 30 décembre 1907 précitée, a fixé la jurisprudence dans le sens de l'extension à leur profit de la naturalisation de leur père. Et la dépêche du Garde des Sceaux du 1^{er} mars 1910 a invité l'Administration à admettre cette thèse.

Pour ce qui est de la femme, la solution résulte implicitement, à notre avis, de la loi du 4 février 1919. En effet, l'art. 2 *in fine* prévoit la possibilité pour la femme d'un indigène devenu citoyen après son mariage de demander à suivre la nouvelle condition de son mari. Comme le fait observer l'instruction ministérielle du 27 décembre 1919 (3), « il suit de là que si la femme ne se joint pas à la demande de son mari au moment où cette demande est formulée, elle reste soumise au statut personnel musulman ». Il est d'ailleurs recommandé de toujours essayer d'obtenir de la femme qu'elle manifeste l'intention de suivre la condition de son mari, dans le but de maintenir l'unité de statut dans la même famille. Remarquons qu'aucune des conditions requises du mari ne sera exigée de la femme dans ce cas.

En résumé, c'est la 3^e théorie qui paraît avoir triomphé : les enfants mineurs sont compris dans la naturalisation,

(1) R. A., 1908-2-15 et S., 1910-1-553.

(2) LARCHER, BESSON, HUGHES, RUCK. Voir aussi certains jugements, tels que Bône, 2 février 1928; R. A., 1928, II, p. 123.

(3) J. O., 27 décembre 1919, page 15.169.

mais la femme reste indigène, à défaut d'une manifestation de volonté contraire; et le mari sera considéré comme citoyen dans ses rapports juridiques avec elle. Disons cependant que dans la pratique la femme sera presque toujours amenée d'une façon ou d'une autre à exprimer sa volonté de suivre la condition de son mari.

§ 7. — CAUSES DE L'ECHEC DE LA NATURALISATION INDIVIDUELLE

7.541 citoyens français d'origine indigène (3.761 Arabes, 3.711 Kabyles, 69 Mozabites) dans les territoires du Nord, au regard d'une population indigène totale de 5 millions et demi d'individus — tels sont les chiffres que le « Répertoire statistique des communes de l'Algérie » donne pour l'année 1936.

On a recherché les causes de cette abstention générale des indigènes. Ces causes sont nombreuses, encore qu'elles soient d'inégale importance.

La première est incontestablement l'obligation, imposée aussi bien par le sénatus-consulte que par la loi de 1919, de faire une demande, c'est-à-dire de *renoncer volontairement au statut personnel*. Nous avons signalé dès le début de cette étude, que les indigènes ne font pas de démarcation entre la religion et le droit, lesquels trouvent leur source commune dans le Koran. Le statut personnel est à leurs yeux une partie de leur religion.

Ceci posé, la population indigène peut, du point de vue qui nous occupe, être divisée en trois parties :

— Une première partie, la plus nombreuse, ignore totalement la question ; les notions de sujet ou de citoyen, la

A LA CITOYENNETÉ FRANÇAISE

possibilité de passer d'une condition à l'autre lui échappent complètement. On peut dire que cette première catégorie d'indigènes ne soupçonne même pas l'existence du problème : pour elle, la question ne s'est jamais posée ; ces indigènes sont Arabes, ils restent Arabes.

— Une seconde partie de la population sait très bien que l'accession à la citoyenneté est possible, mais refuse de la demander, car cette demande lui paraît équivaloir à une renonciation à des règles religieuses, à une apostasie. C'est ainsi que M. Ferhat Abbès, conseiller général et délégué financier de la région de Sétif au titre indigène, écrit :

« On nous dit : Naturalisez-vous. Qu'est-ce qui vous en coûte ? Une formalité, une simple déclaration. Mais comment veut-on que nous le fassions ? Tous nos morts nous regardent du fond de leurs cimetières. Pouvons-nous les trahir ? Pouvez-vous compter sur l'homme qui aurait commencé par être un renégat ? Comprenez-nous, l'Islam est déjà si usé, si envahi de toutes parts par les idées de l'Occident, ne nous demandez pas de le répudier, ne nous demandez pas d'être des apostats. Laissez-nous venir à vous tels que nous sommes, reprendre notre œuvre en commun, avec vous, sans désertir le temple que nous portons dans notre cœur. »

— Une troisième partie enfin connaît les règles de la naturalisation, abandonnerait volontiers le statut personnel qu'elle ne pratique plus mais n'ose pas la demander, de peur d'être accusée d'apostasie, par la masse, par les amis, par la famille même et notamment par les femmes, trop souvent cloîtrées et ignorantes, qui maintiennent les anciennes traditions ainsi que les vieilles superstitions. Nul plus que l'indigène n'est sensible au

« qu'en dira-t-on ». C'est cette crainte par exemple qui pousse les indigènes à porter — sans exception aucune — la chéchia à la place du chapeau. Il suffit de voir sur le bateau qui quitte le port d'Alger les émigrants indigènes jeter à la mer cette chéchia insigne de leur religion et la remplacer par une casquette (quitte, lors du retour, à faire l'opération inverse au moment où le bateau arrive en vue des côtes d'Afrique) pour se rendre compte combien les indigènes sont soumis à l'opinion publique. C'est cette soumission à l'opinion du voisin qui explique que des indigènes évolués renoncent à demander la citoyenneté, alors même qu'ils ont en fait abandonné leur statut personnel en épousant des Françaises.

Ce qui est frappant c'est que d'autres indigènes, les Kabyles par exemple qui n'avaient pas et qui n'ont pas les mêmes raisons dites d'ordre religieux que les Arabes, n'ont pas montré un empressement plus grand à profiter de la législation sur la naturalisation, et à sacrifier leurs coutumes. Il en a été de même pour les Israélites entre 1865 et 1870.

Il semble qu'à tous le fait d'être obligé de formuler une demande *proprio motu* paraisse être un acte de reniement. Sentiment très noble en tant que ce serait le refus du reniement de sa race, de sa civilisation, de ses ancêtres ; mais aussi pour certains, et peut-être d'une façon confuse pour beaucoup, volonté de maintenir dans la mesure du possible, dans la mesure où cela peut dépendre de la volonté, les débris d'une nationalité musulmane opposée à la culture occidentale.

Une autre cause d'abstention se trouve dans l'*indolence* bien connue des indigènes, dans leur fatalisme. Quiconque les a fréquentés quelque peu sait le rôle immense que

le « Gouvernement » joue à leurs yeux même dans des domaines qui nous paraissent ressortir le plus nettement de l'activité privée. Leur raisonnement dans le cas qui nous occupe est extrêmement simple : ils sont devenus Français sans le désirer et même contre leur gré ; c'est la loi qui a ainsi réglé leur statut, c'est elle qui doit les faire citoyens.

D'ailleurs — et c'est une troisième cause — rares sont encore ceux qui se sont suffisamment assimilés la culture française pour souhaiter une intégration plus complète par la naturalisation. Aux yeux de beaucoup encore, les *inconvenients* de la citoyenneté, l'obligation plus stricte au service militaire, la perte du statut personnel et de ses privilèges de masculinité contrebalancent facilement l'octroi de droits politiques.

En outre — quatrième cause — la naturalisation est *individuelle*. Le naturalisé qui a fait l'effort héroïque de s'arracher à son milieu — milieu qui n'évolue que très lentement — ne sera pas pour cela transplanté automatiquement dans le milieu européen. Considéré toujours comme indigène par les citoyens d'origine métropolitaine ou étrangère, rejeté par les indigènes qui le traitent de « mtourni », hésitant entre deux civilisations profondément différentes dont il discerne mal les avantages et les inconvénients respectifs, le naturalisé se trouve en fait isolé. Il n'est nullement surprenant qu'une situation aussi peu enviable soit peu recherchée.

Une dernière cause peut se trouver dans la *procédure* elle-même. Le sénatusconsulte prévoit une mesure de faveur du pouvoir exécutif, qui peut même être refusée par le chef de l'Etat. Il y a là une situation humiliante pour quelqu'un qui se prétend aussi bon français que qui-

conque. La loi de 1919 évite cette situation humiliante ; mais, outre qu'elle prévoit aussi que le Gouverneur Général peut s'opposer à l'accession à la citoyenneté pour cause d'indignité — motif extrêmement vague — elle présente aux yeux des indigènes le très grand inconvénient d'être compliquée, ce qui décourage les demandes. On en jugera facilement, en sachant que le dossier transmis par le juge de paix qui a instruit la demande, au greffier du tribunal, contiendra les pièces suivantes :

1. Demande du requérant en double exemplaire.
2. Acte de naissance ou acte de notoriété en tenant lieu, constatant que le requérant est âgé de vingt-cinq ans révolus et est monogame ou célibataire.
3. Acte de notoriété constatant que le requérant a deux ans de résidence consécutive dans la commune de son domicile actuel.
4. Extrait du casier judiciaire délivré à la demande de l'intéressé.
5. Bulletin n° 2 du casier judiciaire délivré à la demande du juge de paix.
6. Attestation de l'autorité administrative locale constatant que le requérant n'a subi aucune des condamnations disciplinaires prévues par l'art. 2 de la loi.
7. Pièce constatant que le requérant remplit au moins une des sept conditions spéciales prévues par le même article.
8. Actes de naissance des enfants mineurs du requérant s'il en a.
9. Déclaration d'intention de la femme.

10. Acte de mariage du requérant si la femme se joint à la demande.

11. Copie du récépissé de la demande adressée en duplicata au Gouverneur Général.

12. Copie de l'avis remis au requérant pour l'informer du résultat de l'examen de sa demande et de l'envoi du dossier au greffe du Tribunal.

13. Note spéciale du juge de paix contenant toutes indications complémentaires utiles.

Cette seule nomenclature suffit à déterminer le nombre de démarches que l'indigène devra faire ; s'il ne s'est pas imprégné de l'esprit de l'administration française (pour qui un dossier de ce genre est un dossier simple), s'il a conservé de son origine l'horreur du compliqué, parce qu'il ne le comprend pas ou qu'il le fatigue, s'il a gardé l'amour de la simplicité, ou mieux, comme on l'a dit, l'amour de l'apparence de la simplicité, il renoncera à son intention première de demander la naturalisation.

CHAPITRE TROISIEME

Projets

§ I. — LA NATURALISATION LEGALE

En présence de l'échec flagrant de la naturalisation individuelle et sur demande, de bons esprits ont cherché s'il ne serait pas possible d'envisager en faveur des indigènes des procédés différents permettant soit l'accession à la citoyenneté complète, soit l'octroi des principaux droits des citoyens, les droits politiques en l'espèce.

Puisque les indigènes refusent de demander la citoyenneté, — et ils ne manquent pas de faire connaître cependant qu'ils souhaitent bénéficier des avantages qui y sont afférents — on en est venu tout naturellement à proposer soit de les naturaliser, soit de leur conférer (à tous ou à seulement partie d'entre eux) tout ou partie des droits des citoyens par mesure légale et collective.

Il est facile de démontrer la légitimité de cette thèse :

1) Les indigènes sont Français de cœur ; l'ancienneté de la conquête est un garant de leur sincère attachement à la France, et leur attitude sur les champs de bataille en fait foi ; le passage dans les écoles françaises permet

d'espérer qu'un certain nombre acquiert la mentalité française — ce qui est plus difficile ; ceux-là, tout au moins, méritent d'être citoyens ; mais puisqu'ils ne consentent pas à formuler une demande réputée équivalente à une apostasie, il est juste de faire un geste en leur faveur, geste qu'ils attendent d'ailleurs, qui prendrait une apparence symbolique et serait ainsi une mesure de bonne politique : la mère-patrie montrerait qu'elle ne se désintéresse pas de ses enfants indigènes et se soucie de leur donner certaines satisfactions.

2) Du moment que les indigènes israélites ont été naturalisés par décret, il devient difficile de refuser une disposition législative identique aux indigènes musulmans — ou tout au moins à certains d'entre eux — et de continuer à leur imposer un mode de naturalisation auquel ils ne veulent pas se plier.

3) Les étrangers deviennent français et citoyens *jure soli* dès la seconde génération. Peut-on empêcher indéfiniment les indigènes, français depuis plusieurs générations, de devenir citoyens, autrement que par une procédure d'exception ?

4) Les indigènes sont soumis par la loi aux mêmes impôts que les citoyens et sont astreints comme eux au service militaire obligatoire ; ils doivent tenir de la loi des droits égaux à ceux des citoyens, simplement par application du grand principe : « A charges égales, droits égaux ».

5) Raisons politiques : sans s'arrêter au désir manifesté par quelques-uns de contrebalancer l'influence des israélites dans les élections (époque des troubles anti-sémites de 1890-1900), il faut bien reconnaître que dans un régime démocratique ceux qui ne sont pas représentés

au Parlement risquent de se voir sacrifiés, ou pour le moins oubliés ; ne serait-ce que pour les faire bénéficier d'améliorations économiques et sociales, il est nécessaire qu'il y ait des indigènes jouissant des droits politiques.

Le gros écueil était toujours le statut personnel musulman, dont l'incompatibilité avec la citoyenneté ou l'exercice de droits politiques paraissait manifeste à la plupart.

On a vu alors surgir au Parlement les projets les plus divers, présentant toute la gamme des combinaisons possibles pour essayer de concilier ces données contradictoires. Avant d'étudier les plus récents de ces projets, ceux qui ont été déposés depuis 1919, et qui nous intéressent par conséquent davantage, nous rappellerons à titre documentaire ceux qui ont été déposés antérieurement à cette date, soit avant la guerre de 1914-1918, soit pendant les hostilités.

§ 2. — LES PROJETS DEPOSES AVANT LA GUERRE

Pendant la période qui va de 1870 à 1914, on trouve quatre projets qui méritent de retenir l'attention et qui s'échelonnent tous les quatre sur la période 1887-1897.

Le premier est la proposition de loi déposée en 1887 sur le bureau de la **Chambre des députés par MM. Michelin et Gaulier**, proposition ayant pour objet de conférer les droits de citoyens français aux musulmans indigènes des départements algériens (1). En voici la teneur :

(1) *J. O.*, Doc. Parl. Chambre, session ordinaire; Annexe 1846, séance du 16 juin 1887, page 915. Voir aussi le rapport Michelin, *J. O.*, *ibid.*, session ordinaire de 1888; Annexe n° 2.977, page 1.061; séance du 16 juillet 1888.

« Art. 1^{er}. — Les musulmans indigènes des départements de l'Algérie sont déclarés Français.

« Art. 2. — Toutes les lois politiques de la France leur sont applicables.

« Art. 3. — Au point de vue civil, ils restent soumis à leurs lois personnelles, à moins qu'ils ne déclarent conformément au décret du 24 octobre 1870 qu'ils entendent être régis par les lois civiles de la France.

« Art. 4. — Toute disposition législative, tout sénatus-consulte, décret, règlement ou ordonnance contraires sont abolis. »

Trois ans plus tard, en 1890, M. Martineau déposait une proposition de loi curieuse, ayant pour but d'accorder progressivement la naturalisation française à tous les indigènes musulmans d'Algérie (1). Le projet prévoyait une progression géographique dans les termes suivants :

« Art. 1^{er}. — La naturalisation française est accordée en principe à tous les indigènes musulmans d'Algérie. Toutefois dans l'intérêt de la colonisation, elle n'est appliquée que progressivement et selon les règles ci-après établies.

« Art. 2. — La naturalisation a lieu de plein droit et sans qu'elle doive être réclamée par les indigènes dans toutes les communes où la population française est supérieure à la population musulmane. La population flottante n'entre pas en compte de part et d'autre. Les

(1) *J. O.*, Doc. Parl. Chambre, session ordinaire ; Annexe n° 857, séance du 29 juillet 1890, page 1.625.

« israélites naturalisés par le décret du 24 octobre 1870
« sont compris dans le nombre de la population française.
« Dans ces communes, la naturalisation est accordée aux
« indigènes majeurs et à leurs enfants venus ou à venir,
« à dater de la promulgation de la présente loi.

« Art. 3. — Dans les autres communes, la naturalisa-
« tion est également attribuée de plein droit et sans de-
« mande : 1° à tous les enfants qui naîtront à partir de
« la promulgation de la loi ; 2° à ceux qui ont servi au
« moins pendant un an sous les drapeaux français, soit
« en France, soit en Algérie, à moins qu'ils n'aient subi
« des condamnations judiciaires de droit commun ;
« 3° à ceux qui ont exercé au moins pendant cinq ans
« des fonctions administratives au nom de la France,
« telles que celle d'agha, caïd, cheikh, cadi, adjoint indi-
« gène, etc. ; 4° à ceux qui ont reçu une éducation suffi-
« sante, constatée par un diplôme de licencié ou de ba-
« chelier, soit par un certificat d'études primaires. Elle
« peut enfin être accordée à tous ceux qui en font la
« demande, en se conformant aux lois et règlements
« actuellement en vigueur.

« Art. 4. — Les lois politiques de France sont applica-
« bles aux indigènes naturalisés. Toutefois les droits
« électoraux ne sont accordés qu'à ceux qui savent parler
« le Français.

« Art. 5. — Au point de vue des droits civils :

« 1) Les communes spécifiées à l'article 2 seront sou-
« mises dans un délai de trois ans à partir de la promul-
« gation de la loi, à la législation française en tout ce
« qui touche l'organisation de la propriété.

« 2) Dans les autres communes, les lois musulmanes
« continueront d'être appliquées aux indigènes, à moins
« que ceux-ci ne déclarent, conformément au décret du
« 24 octobre 1870, qu'ils préfèrent être régis par la légis-
« lation française.

« Art. 6. — Dès qu'une commune dans laquelle la po-
« pulation musulmane supérieure à la population fran-
« çaise passera par renversement de proportion dans la
« catégorie des communes prévues à l'article 2, elle suivra
« le sort de celles-ci au point de vue de la naturalisation
« et de l'application de l'article 5, sans qu'il soit besoin
« d'une loi nouvelle. Les indigènes naturalisés en vertu
« de la présente loi compteront dans le décompte de la
« population à ce point de vue.

« Un décret constatera le moment où les communes de
« la seconde catégorie auront passé dans la première et
« en opérera le classement nouveau.

« Art. 7. — Toute loi, tout sénatus-consulte, décret ou
« règlement contraire à la présente loi est et demeure
« abrogé. »

M. Bazille déposait à son tour en 1895 une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la nationalité française aux indigènes algériens ayant servi pendant huit années dans l'armée française (1).

En fait M. Bazille confondait les deux notions de nationalité et de citoyenneté, comme on peut s'en rendre compte par la simple lecture de sa proposition de loi :

(1) *J. O.*, Doc. Parl. Chambre, session extraordinaire; Annexe n° 1.667, séance du 11 décembre 1895, page 1.547.

« Art. 1^{er}. — La nationalité française est acquise sur
« leur simple demande aux hommes de troupe des régi-
« ments de tirailleurs et de spahis algériens comptant
« huit années de service dans l'armée française.

« Art. 2. — Le temps de service exigé par l'art. 1^{er} est
« réduit de moitié pour les hommes de troupe de ces régi-
« ments décorés de la Légion d'Honneur ou de la Médaille
« Militaire, et pour ceux qui ont acquis le grade de sous-
« officier.

« Art. 3. — A dater du jour de la promulgation de
« la présente loi, les officiers indigènes des régiments de
« tirailleurs et de spahis algériens sont déclarés citoyens
« français.

« Art. 4. — Un décret déterminera la nature des justi-
« fications à produire pour l'obtention de la naturali-
« sation. »

Enfin nous trouvons en 1897 une proposition de loi de MM. Michelin et Cluseret **ayant pour objet de conférer les droits de citoyens français aux musulmans indigènes des départements algériens**. Cette proposition de loi ressemble fortement à celle qui avait été déposée dix ans plus tôt par le même M. Michelin en collaboration avec M. Gaulier (1). Voici le texte de cette nouvelle proposition :

« Art. 1^{er}. — Les musulmans indigènes des départe-
« ments de l'Algérie sont déclarés citoyens français.

(1) *J. O.*, Doc. Parl. Chambre, session ordinaire ; Annexe n° 2.203. séance du 16 janvier 1897, page 134.

« Art. 2. — Toutes les lois de la France leur sont applicables.

« Art. 3. — Au point de vue civil, ils restent soumis à leur loi civile et religieuse et à leurs coutumes personnelles, à moins qu'ils ne déclarent, conformément au décret du 24 octobre 1870, qu'ils entendent être régis par les lois civiles de la France.

« Art. 4. — Les plaideurs musulmans indigènes de l'Algérie ont le droit de choisir la juridiction qui tranchera leurs procès : cadi ou juge français. En cas de désaccord, le choix appartient au demandeur.

« Art. 5. — Nul impôt ne peut frapper les indigènes à l'exclusion des Européens.

« Art. 6. — Le tiers au moins des impôts payés par les indigènes devra être affecté à des œuvres d'assistance ou d'instruction destinées aux indigènes.

« Art. 7. — Le Français et l'Arabe seront également enseignés dans toutes les écoles de l'Algérie.

« Art. 8. — Un règlement d'administration publique rendu dans les six mois de la promulgation de la présente loi déterminera toutes les mesures nécessaires pour rendre applicable aux indigènes la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée. L'article 83 de la même loi restera applicable pour l'organisation des corps de troupe spéciaux dont la création sera jugée utile et qui se recruteront par voie d'enrôlements vo-

« lontaires contractés par les musulmans indigènes de
« l'Algérie.

« Art. 9. — Toute disposition législative, tout sénatus-
« consulte, décret, règlement ou ordonnance contraires à
« la présente loi sont abolis. »

Il est inutile de rappeler que toutes ces propositions de naturalisation ultra-rapide des indigènes musulmans en bloc, déposées pendant la période des troubles antisémites, n'ont jamais abouti à un résultat législatif tangible.

§ 3. — LES PROJETS DEPOSES PENDANT LA GUERRE

Pendant les hostilités, la conduite magnifique des tirailleurs algériens, comme aussi celle des indigènes des autres colonies ou pays de protectorat, incita de nombreux parlementaires à proposer ou de les naturaliser ou de faciliter pour eux la naturalisation.

On vit alors apparaître presque simultanément toute une série de propositions de lois ayant par des moyens différents des buts identiques.

Nous relevons en premier lieu une proposition de loi déposée par MM. Albin Rozet, Georges Leygues, Doizy et Millevoye, ayant pour objet de faciliter aux militaires et anciens militaires indigènes originaires de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc, l'accession à la qualité de citoyen français (séance du 1^{er} avril 1915) (1).

L'article 1^{er} dispose : « Le droit de réclamer la qualité

(1) J. O., Doc. Parl. Chambre, session ordinaire; Annexe n° 820, séance du 1^{er} avril 1915, page 302.

« de citoyen français par simple déclaration appartient
« à partir de l'âge de 21 ans et à toute époque de leur
« existence aux sujets français d'Algérie qui auront servi
« dans les armées de terre ou de mer soit comme engagés
« volontaires soit comme appelés en vertu des dispositions
« en vigueur et qui justifieront d'un certificat de bonne
« conduite délivré par l'autorité militaire ».

La proposition de loi prévoit que la naturalisation ne pourra être refusée que pour cause de polygamie, de condamnation à une peine de plus de trois mois d'emprisonnement, ou d'absence des conditions requises. La demande est reçue par le chef de corps ou le juge de paix, avec les justifications.

Quelque temps après, MM. Joseph Lagrosillière, Albert Grodet, René Boisneuf, Gratien Candace, Georges Bousenot, Gasparin, Diagne et Ernest Outrey déposaient sur le bureau de la Chambre une proposition de loi ayant pour objet de déterminer les conditions d'acquisition pour les indigènes de l'Algérie, des colonies et des pays de protectorat, des droits civils et politiques ou de la qualité d'électeurs au titre indigène (séance du 20 mai 1915) (1).

Nous extrayons de cette proposition les deux articles essentiels :

« Art. 1^{er}. — Les indigènes de l'Algérie, des colonies, des
« pays de protectorat, qui servent ou ont servi dans l'ar-
« mée à un titre quelconque, ceux dont un fils au moins
« y sert ou y a servi dans les mêmes conditions, ceux qui
« savent lire et écrire le Français, acquièrent sur leur de-

(1) *J. O.*, Doc. Parl. Chambre, session ordinaire; Annexe n° 935, séance du 20 mai 1915, page 481.

« mande les droits civils et politiques et les exercent dans
« les mêmes conditions que tous les autres Français. »

« Art. 15. — Les indigènes de l'Algérie, des colonies, des
« pays de protectorat sachant lire et écrire le Français,
« qui sont employés à un titre quelconque dans une admi-
« nistration civile ou militaire française, acquièrent... les
« droits civils et politiques et les exercent de la même
« façon que tous autres Français à la condition qu'ils en
« fassent la réclamation par la voie hiérarchique... au
« préfet de leur département ou au gouverneur de leur
« colonie ou au résident supérieur de leur protectorat. »

Puis M. Paul Bluysen déposait (séance du 15 juin 1915)
une proposition de loi ayant pour objet d'accroître les
facilités d'accession à la qualité de citoyen français pour
certains militaires de l'Algérie, des colonies et pays de pro-
tectorat (1), dont l'article 1^{er} est ainsi conçu :

« Les indigènes de l'Algérie et des colonies qui servent
« ou ont servi dans l'armée à un titre quelconque durant
« trois années consécutives, qui sont munis d'un certificat
« de bonne conduite délivré par l'autorité militaire et qui
« comprennent, lisent et écrivent le Français, acquièrent
« sur leur demande les droits civils et politiques et les
« exercent dans les mêmes conditions que tous autres
« Français. »

Le projet prévoit que la décision dans ce cas appartiendra au juge de paix.

D'autre part, MM. Georges Boussenot et Ernest Outrey
dépoulaient une autre proposition de loi, ayant pour objet

(1) J. O., Doc. Parl. Chambre, session ordinaire ; Annexe n° 1.005, séance du 15 juin 1915, page 572.

de régler les conditions d'accession des indigènes civils et militaires de l'Algérie, des colonies et pays de protectorat à la qualité de citoyens français (séance du 24 juin 1915) (1).

L'art. 1^{er} de cette proposition de loi stipule que tout sujet français né et domicilié en Algérie, dans les colonies et pays de protectorat accédera sur sa demande à partir de l'âge de 21 ans à la qualité de citoyen français s'il réunit les conditions suivantes : 1° avoir fait preuve de dévouement aux intérêts français (10 ans de services civils ou privés, 5 ans de services militaires, une partie des années de service pouvant être remplacée par une décoration) ; 2° savoir le Français ; 3° n'avoir jamais été condamné.

De son côté, M. Maurice Viollette déposait sur le bureau de la Chambre une proposition de loi sur la naturalisation des indigènes (séance du 23 septembre 1915) (2) ; cette proposition voyait la solution du problème dans une modification des articles 8 et 13 du Code civil. C'était donc toujours d'une naturalisation sur demande et avec perte du statut personnel musulman qu'il s'agissait ; les unions polygamiques antérieures à la naturalisation seraient considérées comme nulles mais produiraient les effets de mariages putatifs. M. Viollette exigeait comme conditions d'admission 10 ans de résidence en France, des services importants rendus à la France, le mariage avec une Française.

Enfin, nous trouvons une proposition de loi faite par le Docteur Doizy, tendant à accorder aux sujets français

(1) *J. O.*, Doc. Parl. Chambre, session ordinaire ; Annexe n° 1.034, séance du 24 juin 1915, page 667.

(2) *J. O.*, Doc. Parl. Chambre ; Annexe n° 1.286, séance du 23 septembre 1915, page 1.008.

musulmans d'Algérie la naturalisation dans le statut personnel au titre local (séance du 20 avril 1916) (1).

En fait, M. Doizy se plaçait surtout au point de vue de l'exercice des droits politiques ; les articles 15 et 16 de sa proposition de loi s'exprimaient en effet de la manière suivante :

« Art. 15. — Les membres indigènes des conseils municipaux prennent part à la désignation des délégués pour les élections sénatoriales. Toutefois les délégués ne peuvent être choisis que parmi les citoyens français.

« Art. 16. — Tous les élus indigènes énumérés à la présente loi y compris les membres élus des djémaas sont de droit inscrits sur les listes électorales législatives et prennent part à l'élection des députés. Ils ne sont toutefois éligibles eux-mêmes qu'à la condition d'avoir été préalablement admis à la jouissance des droits de citoyen français. »

A la même tendance peut se rattacher la lettre datée du 25 novembre 1915 adressée par MM. Georges Clemenceau et Georges Leygues au Président du Conseil par laquelle ils réclament : « en premier lieu, admission des indigènes au bénéfice d'un régime nouveau de naturalisation n'impliquant pas la renonciation au statut personnel. »

Arrivé au pouvoir, après étude de la question en collaboration avec les autorités algériennes, M. Clemenceau faisait déposer par son Garde des Sceaux et son ministre de l'Intérieur le projet qui est devenu la loi du 4 février 1919, comme nous l'avons vu au chapitre précédent.

(1) J. O., Doc. Parl. Chambre, session ordinaire ; Annexe n° 2.091, séance du 20 avril 1916, page 653.

§ 4. — LES PROJETS DEPOSES DEPUIS LA GUERRE

Après la guerre, on a vu les projets se succéder au Parlement à une cadence de plus en plus accélérée ; en particulier le dépôt du projet gouvernemental, dit projet Blum-Viollette, a provoqué toute une éclosion de contre-projets et de propositions de loi.

Nous reproduirons dans les pages suivantes le texte de ces différents projets :

I

Proposition de loi MOUTET /
tendant à assurer la représentation au Parlement
des indigènes non naturalisés de l'Algérie (1)
(22 juin 1926)

Art. 1^{er}. — Indépendamment des députés élus par les citoyens français, dans les conditions prévues par la loi du 28 juillet 1881, les Algériens non naturalisés sont admis à élire, dans chacun des trois départements d'Algérie, deux députés choisis parmi les citoyens français.

Art. 2. — Sont électeurs au titre indigène tous les Algériens, à quelque statut qu'ils appartiennent, inscrits sur les listes électorales pour les élections municipales, âgés de 25 ans, sachant lire et écrire en français, ne se trouvant dans aucun cas d'incapacité prévu par la loi française et ayant une résidence de trois années consécutives dans la commune.

(1) *J. O.*, Doc. Parl. Chambre, session ordinaire; Annexe n° 3.041, séance du 22 juin 1926, page 851.

II

Proposition de loi SOULIER
relative à la représentation au Parlement français
des indigènes de l'Algérie (1)
(11 mars 1930)

Art. 1^{er}. — En Algérie, un corps électoral spécial est formé par les indigènes élus aux conseils municipaux, aux conseils généraux, aux délégations financières, aux chambres de commerce, aux chambre d'agriculture, aux djémaas, par les décorés de la Légion d'Honneur, de la Croix de Guerre, les Médaillés militaires, les fonctionnaires et anciens fonctionnaires, par les hommes titulaires d'un certificat d'études et les hommes payant plus de 500 francs d'impôts.

Art. 2. — Ce corps électoral élit cinq députés, qui doivent être pris dans son sein.

Art. 3. — Les députés seront élus respectivement par le département d'Alger (non compris le territoire qui envoie des délégués kabyles aux délégations financières), le département de Constantine (non compris le territoire qui envoie des délégués kabyles aux délégations financières), le département d'Oran, la Kabylie (territoire qui envoie des délégués kabyles aux délégations financières) du département d'Alger, la Kabylie (territoire qui envoie des délégués kabyles aux délégations financières) du département de Constantine.

(1) *J. O.*, Doc. Parl. Chambre, session ordinaire; Annexe n° 2.983, séance du 11 mars 1930, page 251.

Art. 4. — Deux sénateurs seront élus par les députés et conseillers généraux indigènes, par les délégués des élus indigènes aux municipalités, conformément aux prescriptions et proportions établies par les lois qui régissent la matière sur le territoire métropolitain, et par les présidents des djémaas des communes mixtes.

Art. 5. — L'un des sénateurs sera élu par le collège sénatorial (défini à l'article 4) des trois départements algériens, moins le territoire de la Kabylie (défini à l'article 3); le second sénateur sera élu par le collège sénatorial (défini à l'article 4) de la Kabylie (définie à l'article 3).

Art. 6. — Soit à la Chambre des Députés, soit au Sénat, ces députés et ces sénateurs seront appelés à délibérer lorsqu'il s'agira de débats et de lois concernant l'ensemble de l'empire français, non lorsqu'il s'agira de débats et de lois concernant uniquement le territoire métropolitain. Les débats concernant la totalité de l'empire seront groupés dans l'ordre du jour de séances particulières.

III

Proposition de loi VIOLETTE
relative aux réformes à réaliser en Algérie
à l'occasion du Centenaire (1)
(3 juillet 1931)

CHAPITRE V

Représentation des indigènes

Art. 44. — Les conseillers généraux indigènes sont membres de droit du collège électoral sénatorial.

(1) *J. O.*, Doc. Parl. Sénat, session ordinaire; Annexe n° 734, séance du 3 juillet 1931, page 1.149.

Les conseillers municipaux indigènes participent au vote pour l'élection des délégués sénatoriaux, de la même façon qu'ils participent au vote pour l'élection de la municipalité.

Art. 45. — Acquièrent de plein droit le bénéfice de la naturalisation individuelle avec tous les avantages qu'elle confère, les indigènes sujets français nés en Algérie ou en France qui rentrent dans les catégories suivantes :

1° Les indigènes régulièrement élus délégués financiers, conseillers généraux, membres de chambres de commerce ou d'agriculture, les indigènes bachaghas, aghas et les commandeurs de la Légion d'Honneur ;

2° Les jeunes gens des deux sexes qui obtiennent des diplômes de baccalauréat, de certificat de fin d'études secondaires ou le brevet supérieur ou élémentaire ou le diplômes des médersas ;

3° Les indigènes qui ont servi sous les drapeaux avec le grade d'officier ou de sous-officier, ces derniers après quinze ans de service ;

4° Ceux qui sont désignés chaque année à la majorité des suffrages par les Chambres de commerce et les Chambres d'agriculture de chaque département réunies en assemblée plénière et ce, à raison de cinq par département pour l'agriculture et cinq pour le commerce ; la première année ce chiffre sera porté à deux cents par département et à trois cents pour le département d'Alger ;

5° Indépendamment des commerçants et des agriculteurs indigènes désignés par les Chambres de commerce ou d'agriculture, le Gouverneur général pourra conférer chaque année par arrêté la naturalisation individuelle à dix commerçants et dix agriculteurs par départements.

Art. 46. — La naturalisation individuelle confère la pleine cité française ; elle ne produit d'effets civils qu'au regard des mariages que les indigènes contractent dans la forme française après leur naturalisation.

S'il n'y a pas de mariage contracté en la forme française, et sauf dispositions testamentaires contraires, la dévolution des biens se fait conformément aux règles du statut personnel qu'avait cet indigène avant sa naturalisation.

IV

Proposition de loi GUERNUT
tendant à la représentation au Parlement français
des indigènes non naturalisés (1)
(30 mars 1933)

Art. unique. — Indépendamment de la représentation assurée par les citoyens français dans les conditions prévues par la loi du 28 juillet 1881, le corps électoral indigène d'Algérie, tel qu'il est constitué par la loi du 4 février 1919, élira à la Chambre des Députés un représentant par département.

Ce représentant devra remplir les conditions d'éligibilité prévues par la loi du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés.

(1) *J. O.*, Doc. Parl. Chambre, session ordinaire; Annexe n° 1.691, séance du 30 mars 1933. Voir aussi *Ibidem*, annexe n° 3.239, séance du 13 avril 1930, page 677.

V

Proposition de loi CUTTOLI
sur l'accession des indigènes d'Algérie
à la qualité de citoyens français (1)
(13 juin 1935)

Art. 1^{er}. — Sont déclarés citoyens français les indigènes musulmans d'Algérie monogames ou célibataires :

a) titulaires des diplômes d'agrégé, de docteur ou de licencié délivrés par les facultés de droit, de lettres, de sciences, de médecine et du diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire ;

b) appartenant au personnel des enseignements primaire et primaire supérieur et qui, dans l'année qui suit la délivrance des diplômes consacrant leurs titres universitaires, n'ont pas déclaré renoncer expressément aux droits et prérogatives attachés à la qualité de citoyen français.

Art. 2. — A titre transitoire et pour les indigènes remplissant actuellement les conditions prévues à l'article premier, le délai d'un an ci-dessus fixé, courra du jour de la promulgation de la présente loi.

Art. 3. — La renonciation prévue à l'article premier résultera d'une simple déclaration enregistrée au greffe de la justice de paix du canton de la résidence de l'intéressé.

Art. 4. — Les indigènes bénéficiaires des dispositions de

(1) J. O., Doc. Parl. Sénat, session ordinaire; Annexe n° 463, séance du 13 juin 1935.

la présente loi devront, lorsqu'ils demanderont pour la première fois leur inscription sur les listes électorales, présenter au secrétariat de la mairie de leur résidence l'original, ou à défaut une copie certifiée conforme de leur diplôme dont mention sera enregistrée sur un registre *ad hoc*. Il leur sera délivré de cette formalité un récépissé extrait d'un registre à souche.

Art. 5. — Un décret fixera les modalités d'application de la présente loi, dont les dispositions s'étendent à tout le territoire civil de l'Algérie.

VI

Proposition de loi TAITTINGER **relative aux droits civiques des indigènes algériens (1)** **(8 décembre 1936)**

Art. 1^{er}. — Les indigènes musulmans d'Algérie désignent, conformément à la loi électorale française, des députés qui sont élus à raison de trois par département par un collège électoral spécial et qui siègent avec les mêmes droits que leurs collègues de la Métropole, de l'Algérie et des colonies.

Art. 2. — Sont appelés à exercer le droit de vote, dans ce collège spécial, tous les indigènes inscrits sur les listes électorales au titre indigène, par application de la loi du 4 février 1919 et du décret du 6 février 1919. En outre, font également partie de ce collège spécial les fils des indigènes

(1) *J. O.*, Doc. Parl. Chambre, session ordinaire; Annexe n° 1.426, séance du 8 décembre 1936.

musulmans morts aux armées ou des suites de blessures ou de maladies contractées en service militaire commandé.

Art. 3. — Est éligible dans ces élections quiconque est inscrit soit sur la liste indigène, soit sur la liste électorale établie en Algérie en application de la loi du 5 avril 1884.

Art. 4. — Les limites des circonscriptions électorales seront fixées par décret.

Art. 5. — Le ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution de la présente loi.

VII

**Projet de loi gouvernemental dit projet BLUM-VIOLETTE
relatif à l'exercice des droits politiques
par certaines catégories de sujets français en Algérie (1)
(30 décembre 1936)**

Art. 1^{er}. — Sont admis à l'exercice des droits politiques des citoyens français sans qu'il en résulte aucune modification de leur statut ou de leurs droits civils, et ce à titre définitif, sauf application de la législation française sur la déchéance des droits politiques, les indigènes algériens français des trois départements de l'Algérie remplissant les conditions énumérées aux paragraphes suivants :

1° Les indigènes algériens français, ayant quitté l'armée avec le grade d'officier ;

(1) J. O., Doc. Parl. Chambre, session extraordinaire; Annexe n° 1.596, séance du 30 décembre 1936.

2° Les indigènes algériens français sous-officiers ayant quitté l'armée avec le grade de sergent-chef ou un grade supérieur, après y avoir servi pendant quinze ans et en être sorti avec le certificat de bonne conduite ;

3° Les indigènes algériens français ayant accompli leur service militaire et ayant obtenu tout ensemble la médaille militaire et la croix de guerre ;

4° Les indigènes algériens français titulaires de l'un des diplômes suivants : diplôme de l'enseignement supérieur, baccalauréat de l'enseignement secondaire, brevet supérieur, brevet élémentaire, diplôme de fin d'études secondaires, diplôme des médersas, diplôme de sortie d'une grande école nationale ou d'une école nationale d'enseignement professionnel, industriel, agricole ou commercial, ainsi que les fonctionnaires recrutés au concours ;

5° Les indigènes algériens français élus aux Chambres de commerce et d'agriculture ou désignés par le conseil d'administration de la région économique et par les conditions prévues à l'article 2 ;

6° Les indigènes algériens français délégués financiers, conseillers généraux, conseillers municipaux des communes de plein exercice et présidents de djémaas ayant exercé leurs fonctions pendant la durée d'un mandat ;

7° Les indigènes algériens français bachaghas, aghas, caïds ayant exercé leurs fonctions pendant au moins quatre ans ;

8° Les indigènes algériens français commandeurs de l'ordre national de la Légion d'Honneur ou nommés dans cet ordre à titre militaire ;

9° Les ouvriers indigènes titulaires de la médaille du travail et les secrétaires de syndicats ouvriers régulièrement constitués après dix ans d'exercice de leur fonction.

Art. 2. — Le conseil d'administration de la région économique d'Algérie désignera, à celle de ses sessions qui suivra la mise en application de la présente loi, deux cents commerçants, industriels ou artisans par département algérien qui seront dès lors investis des droits politiques accordés par l'article premier de la présente loi, par arrêté du gouverneur général.

Les trois Chambres d'agriculture d'Algérie désigneront chacune dans les mêmes conditions et dans le même but, deux cents agriculteurs.

A leur première session de chacune des années qui suivront celle de la mise en application de la présente loi, le conseil d'administration de la région économique d'Algérie désignera, dans les mêmes conditions que précédemment, cinquante commerçants, industriels ou artisans par département algérien, et les trois Chambres d'agriculture d'Algérie désigneront chacune, dans les mêmes conditions et dans le même but, cinquante agriculteurs.

Art. 3. — Les condamnations prévues par la loi du 2 février 1852 en ses articles 15 et 16, ainsi que toute révocation intervenue à l'égard des titulaires des fonctions énumérées à l'article premier, n^{os} 6 et 7 ainsi que la radiation des cadres de la Légion d'Honneur entraîneront de plein droit la radiation des listes électorales.

Art. 4. — Tout indigène algérien français bénéficiaire des dispositions de la présente loi pourra se voir retirer le bénéfice des dispositions précédentes par application des dispositions de l'article 9, paragraphe 5 de la loi du 10 août 1927.

Art. 5. — Les dispositions de la présente loi n'ont aucun effet rétroactif et s'appliquent seulement aux indigènes algériens français qui remplissent actuellement ou rempliront à l'avenir les conditions qu'elles énumèrent.

Art. 6. — La représentation de l'Algérie à la Chambre des Députés est assurée à raison d'un député par 20.000 électeurs inscrits ou fraction de 20.000.

Le ministre de l'Intérieur est chargé de l'application de la présente loi.

VIII

Proposition de loi DORIOT
tendant à accorder la représentation parlementaire
aux musulmans d'Algérie (1)
(2 février 1937)

Art. 1^{er}. — Il est créé dans les trois départements d'Algérie un collège électoral musulman pour tous les Français qui entendent conserver le bénéfice du statut personnel. Ce collège élit des représentants à la Chambre des Députés.

Art. 2. — Les musulmans sont inscrits sur les listes électorales de ce collège dans les mêmes conditions que les citoyens du collège actuel.

Art. 3. — Toute personne inscrite sur les listes du collège musulman est éligible dans les mêmes conditions que les citoyens du collège actuel.

(1) *J. O.*, Doc. Parl. Chambre, session ordinaire; Annexe n° 1.804, séance du 2 février 1937.

Art. 4. — Le nombre des députés à élire par le collège musulman est égal à celui des députés élus par le collège actuel, dans les limites des mêmes circonscriptions électorales.

Art. 5. — Les premières élections pour désigner les députés musulmans auront lieu les premier et deuxième dimanches du mois de mai 1937.

Art. 6. — Un règlement d'administration publique sur le rapport du ministre de l'Intérieur et du ministre des Colonies fixera les conditions d'application de la présente loi.

IX

Contre-projet SAURIN

(Janvier 1937)

Art. 1^{er}. — Les indigènes musulmans d'Algérie non citoyens français désignent conformément à la loi électorale française des députés qui possèdent les mêmes droits que leurs collègues de la Métropole, de l'Algérie et des colonies, et qui sont élus par un collège électoral spécial à raison de trois par département.

Art. 2. — Ce collège spécial est constitué par tous les indigènes inscrits sur les listes électorales au titre indigène par application de la loi du 4 février 1919 et du décret du 6 février 1919.

Art. 3. — Est éligible par ce collège tout citoyen fran-

gais ou tout électeur inscrit sur les listes électorales au titre indigène et âgé d'au moins 25 ans.

Art. 4. — Les limites des circonscriptions électorales seront fixées par décret pris en conseil des ministres.

Art. 5. — Le ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution de la présente loi.

X

Proposition de loi DEVAUD

(Février 1938) (1)

Art. 1^{er}. — Sont citoyens français avec tous les droits et les obligations qui résultent de la citoyenneté française, les indigènes algériens appartenant à l'une des catégories suivantes :

- a) Les titulaires de la Croix de Combattant Volontaire ;
- b) Les anciens combattants titulaires à la fois de la Médaille militaire et de la Croix de guerre ;
- c) Les militaires ayant quitté l'armée après au moins quinze ans de service ;
- d) Les titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire et de tout diplôme à l'obtention duquel le baccalauréat est nécessaire, du brevet supérieur, du diplôme de sortie d'une école nationale d'enseignement professionnel, industriel ou commercial ;
- e) Les fonctionnaires recrutés au concours ;
- f) Les membres de l'ordre de la Légion d'Honneur.

(1) Non encore publié au J. O.

Art. 2. — Dans les deux mois qui suivront la promulgation de la présente loi, les indigènes algériens susvisés pourront renoncer au bénéfice institué en leur faveur par l'article premier.

Art. 3. — La renonciation prévue à l'article 2 résultera d'une déclaration de l'intéressé enregistrée au greffe de la justice de paix du canton de sa résidence.

Art. 4. — Les indigènes algériens qui auront usé de la faculté prévue à l'article 2 ne pourront, dans le délai de cinq ans à dater de leur renonciation, demander leur naturalisation individuelle au titre du sénatus-consulte du 14 juillet 1865 ou de la loi du 4 février 1919.

Art. 5. — Ne pourront en aucune façon invoquer la faculté de renonciation prévue à l'article 2, les indigènes algériens appartenant aux catégories visées par les alinéas c), d), e), f) de l'article premier dont le droit au bénéfice institué par ledit article sera né postérieurement au jour de la promulgation de la présente loi.

XI

Deuxième proposition de loi CUTTOLI
sur l'accession des indigènes musulmans d'Algérie
à la qualité de citoyens français (1)
(28 février 1938)

Art. 1^{er}. — Sont déclarés citoyens français les indigènes musulmans d'Algérie monogames ou célibataires :

(1) *J. O.*, Doc. Parl. Sénat, session ord., séance du 28 février 1938; Annexe n° 124, page 100.

a) Titulaires des diplômes d'agrégé, de docteur ou de licencié délivrés par les facultés de droit, de lettres, de sciences, de médecine et du diplôme de pharmacien, ou du diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire ;

b) Appartenant au personnel des enseignement primaire et primaire supérieur et qui dans l'année qui suit la date de la délivrance des diplômes consacrant leurs titres universitaires n'ont pas déclaré renoncer expressément à la qualité de citoyen français ;

c) Les indigènes musulmans d'Algérie ayant quitté l'armée avec le grade d'officier ;

d) Les indigènes musulmans d'Algérie ayant quitté l'armée avec le grade de sergent-chef ou un grade supérieur après quinze ans de services effectifs ;

e) Les indigènes musulmans d'Algérie ayant accompli leur service militaire et ayant obtenu tout ensemble la Médaille militaire, la Croix de guerre et le certificat de bonne conduite ;

f) Les indigènes musulmans d'Algérie titulaires de l'un des diplômes suivants : brevet supérieur, diplôme des Médersas, diplôme de sortie d'une grande école nationale d'enseignement professionnel industriel, agricole ou commercial ;

g) Les indigènes musulmans d'Algérie occupant des situations de fonctionnaires recrutés au concours ;

h) Les indigènes musulmans d'Algérie bachaghas, aghas ou caïds, en service depuis au moins cinq ans ou titulaires d'une pension de retraite ;

i) Les indigènes musulmans d'Algérie commandeurs de l'ordre national de la Légion d'Honneur ou nommés dans cet ordre à titre militaire ;

j) Les indigènes musulmans d'Algérie retraités en qua-

lité d'anciens douaniers, garde-forestiers et auxiliaires de la gendarmerie ;

k) Les indigènes musulmans d'Algérie en fonction depuis 15 ans au moins en qualité de secrétaires-interprètes de sous-préfectures, de commis indigènes et de khodjas-interprètes des communes mixtes ou titulaires d'une pension de retraite à ce titre.

Art. 2. — A titre transitoire et pour les indigènes remplissant actuellement les conditions prévues à l'article premier le délai d'un an ci-dessus fixé courra du jour de la promulgation de la présente loi.

Art. 3. — La renonciation prévue à l'article premier résultera d'une simple déclaration enregistrée au greffe de la justice de paix du canton de la résidence de l'intéressé.

Art. 4. — Les indigènes bénéficiaires des dispositions de la présente loi devront, lorsqu'ils demanderont pour la première fois leur inscription sur les listes électorales, présenter au secrétariat de la mairie de leur résidence l'original ou à défaut une copie certifiée conforme de leur diplôme dont mention sera enregistrée sur un registre *ad hoc*. Il leur sera délivré un récépissé extrait d'un carnet à souche.

Art. 5. — Un règlement d'administration publique fixera les modalités d'application de la présente loi, dont les dispositions s'étendent à tout le territoire civil de l'Algérie.

§ 5. — CLASSIFICATION DES PROJETS

Les différents projets que l'on vient de lire peuvent — en faisant abstraction de ceux qui ont été déposés avant 1919 et qui n'offrent plus qu'un intérêt historique — être classés en trois groupes distincts.

Premier groupe : Les projets qui accordent aux indigènes des droits politiques dans un collège spécial.

Font partie de ce premier groupe les projets Moutet, Soulier, Guernut, Taittinger, Doriot, Saurin.

Deuxième groupe : Les projets qui octroient des droits politiques aux indigènes dans le même collège électoral que les citoyens français ou naturalisent les indigènes, tout en leur maintenant leur statut personnel.

Ce groupe comprend exclusivement la proposition de loi Viollette de 1931 et le projet de loi Blum-Viollette de 1936.

Troisième groupe : Les projets qui font des citoyens d'une catégorie déterminée d'indigènes, avec perte du statut personnel.

Nous trouvons dans ce groupe les propositions de loi Cuttoli (la deuxième n'étant qu'un complément de la première) et la proposition Devaud.

Les deux premiers groupes essaient de concilier les deux notions qui avaient paru inconciliables au législateur de 1865 et 1919, à savoir le statut personnel et la jouissance des droits de citoyens.

Le troisième groupe renonce à la politique tradition-

nelle de respect du statut personnel en le retirant législativement à certains indigènes.

Quelle est équitablement, juridiquement et politiquement la meilleure des solutions proposées ?

CHAPITRE QUATRIEME

APPRÉCIATION

SECTION I

Caractères communs aux projets des deux premiers groupes

§ 1^{er}. — ILS SONT CONTRAIRES A LA NOTION DE SOUVERAINETE

La souveraineté est le pouvoir de commander et de contraindre sans être commandé ni contraint soi-même par une autorité supérieure. La souveraineté appartient à la nation.

Dans un régime démocratique, la souveraineté est exercée par le peuple. Dans un régime représentatif, le peuple en délègue l'exercice à des représentants élus à des époques déterminées pour des périodes fixes ; les repré-

sentants du peuple réunis en Assemblées constituent le Parlement qui détient la souveraineté ; particulièrement en France où les membres du pouvoir exécutif sont recrutés (sauf exception) parmi les parlementaires, il est vrai de dire que toute la souveraineté est entre les mains du Parlement.

Chaque parlementaire est mandataire non des électeurs qui l'ont choisi mais de la nation tout entière. Comme Sieyès l'a dit, « un député l'est de la nation entière ; tous les citoyens sont ses commettants ». Le représentant a le devoir absolu de sacrifier les intérêts locaux de sa circonscription aux intérêts généraux du pays si ceux-ci sont en contradiction avec ceux-là. Et c'est de là qu'on a tiré la prohibition du mandat impératif.

Dans un régime de suffrage universel, tous les citoyens sont électeurs — à l'exception des citoyens que la loi considère comme indignes à la suite de certaines condamnations de droit commun, de faillite, etc., ou de ceux à qui dans un but d'intérêt général la loi retire le droit de vote, tels que les militaires.

Sous une monarchie de droit divin, telle que celle de Louis XIV, les habitants sont des sujets, non des citoyens : le roi tient la souveraineté directement de Dieu et le peuple n'y participe pas.

Les indigènes d'Algérie sont des sujets, tout comme les Français du xviii^e siècle ; ils sont représentés dans les assemblées administratives, financières et économiques ; mais ils ne prennent aucune part aux élections politiques, qui supposent l'exercice d'une souveraineté : élections des députés et des sénateurs.

La situation des indigènes algériens est donc extrêmement nette dans notre droit ; elle est en tous points logique et conforme aux principes du droit public.

Les projets qui prévoient l'octroi des droits politiques aux indigènes sans cependant en faire des citoyens se heurtent aux bases mêmes de cette construction harmonieuse. Ils tendent à rien moins qu'à faire participer des sujets à la souveraineté. Conception contraire à tous les principes que nous venons de rappeler et à la définition même des mots que l'on est obligé d'employer ; en effet, si l'on convient de désigner sous le nom de citoyens ceux qui ont des droits politiques et sous le nom de sujets ceux qui n'en ont pas, que sera-ce que des sujets bénéficiant des droits politiques des citoyens sans être néanmoins des citoyens ? On verra alors participer à la direction de la nation, représenter la nation tout entière, commander, ceux-là mêmes à qui des textes spéciaux interdisent l'accès des fonctions de commandement.

Cela est tellement vrai que les auteurs de certains projets ont proposé que seuls les citoyens pourraient être élus même par les indigènes. C'est ce que l'on trouve dans les projets Moutet et Guernut. M. Saurin prévoit bien que des indigènes pourront être élus par le collège indigène, mais il fait savoir ensuite qu'il ne verrait aucun inconvénient à ajouter un alinéa aux termes duquel ces élus deviendraient *de plano* citoyens. M. Soulier résout le problème autrement : les élus indigènes n'auraient que des droits limités, ils n'interviendraient que dans les discussions relatives à l'empire ; cette solution heurte tellement nos conceptions du Parlement souverain que nous ne croyons pas nécessaire de nous y arrêter plus longtemps. Quant à la solution de MM. Saurin, Guernut et Moutet, elle n'est pas satisfaisante non plus ; elle évite la contradiction dans la personne des représentants, mais en l'espèce ce sont surtout les représentés qui comptent. Et si

ce qu'ils proposent n'est pas une solution satisfaisante, c'est sans doute parce qu'il n'y en a pas.

Il est bien certain que les Indiens non renonçants des Etablissements français de l'Inde jouissent de droits politiques sans être citoyens, et qu'il en a été de même des Sénégalais des quatre communes de plein exercice du Sénégal jusqu'en 1916. Mais ces situations exceptionnelles paraissent résulter, comme nous le verrons plus loin (1), d'inadvertances législatives, des textes épars ayant fini par créer une situation déterminée — et à notre avis juridiquement paradoxale — sans que l'on puisse y trouver la trace d'une volonté délibérée du législateur.

§ 2. — ILS SONT CONTRAIRES AUX PRINCIPES D'EGALITE ET DE LAICITE

L'octroi de droits politiques à des indigènes qui conservent leur statut personnel est en contradiction avec le grand principe d'Egalité que les Constituants inscrivaient en tête de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, et que la III^e République fait graver sur les frontons de toutes les mairies de France. Il crée, en effet, une catégorie privilégiée d'électeurs, ayant les mêmes droits que les citoyens mais non soumis aux mêmes obligations. Tout le monde sait que le statut musulman donne des avantages exorbitants aux mâles et réduit les femmes en un véritable asservissement ; comme il n'est pas question de conférer des droits politiques aux femmes musulmanes, on aboutirait en définitive à la création d'une classe de

(1) Voir § 4 ci-dessous, *in fine*.

supercitoyens musulmans, échappant dans une large mesure aux lois civiles et répressives et bénéficiant de droits dont les citoyens d'origine européenne n'ont pas la jouissance. Situation qui peut être considérée comme dépourvue d'inconvénients dans un pays où les musulmans sont peu nombreux ou au contraire dans une région où les citoyens d'origine européenne sont rares, mais qui ne pourrait se rencontrer sans risques graves dans une colonie telle que l'Algérie où l'on trouve six millions d'indigènes en face d'un million de citoyens : l'inégalité serait trop choquante pour un trop grand nombre d'individus.

Par un renversement inattendu, ce seraient alors les citoyens qui seraient fondés à invoquer le fameux adage si souvent mis en avant par les indigènes ou leurs défenseurs, mais en inversant ses termes : « A droits égaux, charges égales », auraient-ils le droit de dire. Ce seraient en effet les citoyens d'origine européenne qui supporteraient alors des charges plus lourdes que les indigènes.

L'inégalité serait encore plus évidente pour les Israélites indigènes naturalisés par le décret Crémieux et pour les musulmans naturalisés sur demande en vertu des textes actuellement en vigueur. On ne voit pas, en effet, pourquoi les musulmans mériteraient plus d'égards que les Israélites, dont le statut personnel trouvait aussi son origine dans des écrits religieux. Quant aux naturalisés individuels, ils seraient dans une position inférieure vis-à-vis de leurs coreligionnaires, lesquels continueraient à jouir de droits auxquels ils ont été amenés à renoncer. Ce serait-là une singulière façon de reconnaître l'attachement que les naturalisés ont manifesté d'une façon toute spéciale envers la France et leurs efforts en vue de s'assi-

miler notre civilisation. Ce serait aussi donner une véritable prime d'encouragement aux fanatiques qui traitent les naturalisés de renégats et en quelque sorte admettre que la législation antérieure incitait les indigènes à renier leur religion.

On a même soutenu que l'inégalité se retrouverait au Parlement, du fait de la présence de députés indigènes. De nombreux projets en effet envisagent l'éligibilité des indigènes, bien que régis par le statut musulman. Dans un discours prononcé à la tribune du Sénat le 22 mars 1935, M. Marcel Régnier, alors ministre de l'Intérieur, examinait en ces termes cet aspect de la question :

« Mais comment concevoir, disait-il, deux sortes de
« citoyens français différents les uns des autres, éligibles
« les uns comme les autres aussi bien aux conseils muni-
« cipaux et aux conseils généraux qu'à la Chambre des
« Députés et au Sénat, et ayant des droits différents ?
« Pensez-vous qu'il est possible d'admettre qu'un député
« indigène aura le droit de légiférer sur notre législation
« civile alors que nous, ses collègues, nous n'aurons pas
« le droit de légiférer sur son statut personnel ? Il en
« serait ainsi puisque nous avons affirmé à l'avance qu'il
« garderait complètement son statut personnel et qu'au-
« cune mesure législative ne pourrait l'atténuer, le dimi-
« nuer ou le rectifier. Il serait donc un parlementaire
« d'une espèce supérieure aux autres ? C'est là pour moi
« une raison majeure. Il n'est pas possible de réunir dans
« un Parlement des représentants ayant des droits diffé-
« rents. Il n'y a qu'un seul citoyen français, celui qui
« accepte les charges et les devoirs des Français pour
« pouvoir jouir des droits de citoyen français. »

L'inégalité existerait aussi entre les indigènes algériens

et ceux des colonies. Dans certaines et très importantes colonies vivent des populations souvent de même niveau social et de même religion que les indigènes algériens. Serait-il possible de leur refuser l'extension des lois relatives aux droits politiques, une fois le principe délibérément admis et après la large application qui en serait faite en Algérie ? Et dans la négative, quels troubles le manque de maturité politique de ces populations ne risquerait-il pas de répandre à travers notre empire ?

Les projets que nous étudions paraissent donc bien inconciliables avec le principe d'égalité. La laïcité, la neutralité religieuse, pour être moins solennellement proclamée, est cependant aussi un des dogmes fondamentaux de notre République. Or, les projets dont il s'agit semblent aussi réfractaires à tout essai de compromis quelconque avec la laïcité qu'avec l'égalité. Ils établissent en effet entre les deux catégories d'électeurs : les musulmans régis par le statut personnel et les autres, une différence qui repose uniquement sur la religion. Il existerait alors une classe distincte d'électeurs jouissant de droits particuliers pour la seule raison qu'ils ne pratiquent pas la même religion que les autres, une classe d'électeurs exclusivement soumis, pour tout ce qui touche au statut personnel, à des règles d'origine religieuse.

§ 3. — ILS MARQUENT L'ABANDON DE LA POLITIQUE D'ASSIMILATION

Il est un fait que les sociologues ne peuvent contester, c'est que les nations de l'Europe occidentale sont arrivées à un stade dans l'évolution sociale bien plus avancé, à un

degré de civilisation bien supérieur à ceux des populations nord-africaines. L'étude du statut personnel est particulièrement édifiante en la matière.

Bien que la conquête ait eu un caractère accidentel à l'origine, du moment que la France s'installait d'une manière définitive en Algérie, elle se devait de faire participer dans toute la mesure du possible les populations conquises aux bienfaits de sa civilisation. Civiliser les indigènes, c'est encore la meilleure justification que l'on ait pu donner des conquêtes coloniales. Il s'agissait donc de faire évoluer progressivement les indigènes algériens, le but final étant de leur faire assimiler complètement l'esprit de notre civilisation. L'exposé des motifs du sénatus-consulte manifestait dès 1865 la volonté de suivre cette politique ; on y lit textuellement :

« Il y a deux manières de pacifier un pays : la première « dispense de tout soin d'administration, de lois et de « constitution, c'est l'asservissement ou la destruction du « peuple soumis ; la seconde, seule en harmonie avec les « traditions et les mœurs de la France, est celle qui a été « commencée et que l'empereur veut poursuivre. Elle consiste dans une œuvre patiente et continue d'assimilation « ou d'initiation progressive au bienfait de la civilisation ».

Le législateur de 1865 pensait qu'arrivé au terme de cette évolution progressive, l'indigène se trouverait tout naturellement amené à demander et à obtenir son accession à la qualité de citoyen. Le seul défaut de cette construction logique était de s'imaginer que l'on pourrait rapidement assimiler des populations aussi arriérées.

La politique d'assimilation fut encore accentuée par la République. Le décret du 24 octobre 1870, qui divise l'Al-

gérie en trois départements français et la place sous la haute administration du Ministre de l'Intérieur, ne peut être considéré que comme un renforcement de cette tendance.

La loi de 1919, en donnant aux indigènes présumés assimilés le droit d'obtenir la qualité de citoyens, apparaît comme un couronnement de l'édifice. Toute la législation qui régit la matière fait preuve d'une remarquable continuité.

Or, les projets dont nous nous occupons rompent délibérément avec cette politique traditionnelle :

Les projets qui naturalisent les indigènes ou leur accordent des droits politiques en leur maintenant leur statut personnel reconnaissent implicitement que la politique d'assimilation n'a donné que des résultats décevants et concluent qu'il faut adopter une politique différente : puisque l'on ne peut amener les indigènes à la naturalisation totale, il faut leur accorder les mêmes avantages tout en leur conservant le privilège d'un statut spécial. C'est l'abandon complet de la politique d'assimilation.

Les projets qui prévoient l'exercice de droits politiques dans un collège distinct de celui des citoyens marquent un revirement à peine moins prononcé ; évidemment, il serait toujours possible de concevoir par la suite le passage des indigènes d'une liste à l'autre par la voie de la naturalisation. Mais qui ne voit qu'en fait la naturalisation ne présenterait plus d'intérêt, que les avantages qu'elle pourrait conférer seraient très minces, et que personne ne la demanderait ?

Ces projets traduisent en résumé la renonciation peut-être trop hâtive à une politique dont on avait attendu des résultats peut-être trop rapides. Ils signifient que l'assi-

milation préalable à la naturalisation, telle que la supposent les textes en vigueur, n'est rien d'autre qu'une illusion ; ils sous-entendent que l'assimilation complète est impossible, ou tout au moins nécessite pour se réaliser un délai tellement long qu'on ne peut en prévoir le terme.

Ce raisonnement paraît quelque peu exagéré. L'évolution des indigènes, si elle est beaucoup plus lente que ne l'espérait le législateur, existe cependant. Et ce serait sans doute une erreur que de légiférer comme si la politique d'assimilation avait abouti à un échec définitif et total.

Un désaveu officiel de cette politique traditionnelle ne risque-t-il pas d'arrêter cette évolution lente qui commence ? En accordant les droits des citoyens aux indigènes, tout en leur conservant un statut personnel considéré jusqu'à présent comme la caractéristique d'une situation exceptionnelle dans notre droit, en leur enlevant ainsi tout intérêt à rechercher une naturalisation complète, ne vait-on pas tendre à les confiner à perpétuité dans des coutumes à la fois surannées et barbares ? N'y a-t-il pas lieu de craindre qu'en soustrayant les indigènes, pour tout ce chapitre essentiel de la législation qu'est le statut personnel, à notre action civilisatrice, on n'aboutisse à les maintenir en marge de la civilisation et à les faire stagner éternellement dans un état social primitif ?

§ 4. — ILS MAINTIENNENT INDEFINIMENT LE STATUT PERSONNEL

L'octroi de droits politiques aux indigènes, si on leur maintient leur statut personnel, aurait pour conséquence, avons-nous dit, de leur ôter tout intérêt à devenir citoyens

français. Il en résulterait tout naturellement qu'ils conserveraient indéfiniment ce statut personnel.

Cette solution est-elle souhaitable ? Y a-t-il lieu de penser que cette mesure serait heureuse, même pour les indigènes de l'Algérie ?

Ceux qui répondent par l'affirmative invoquent un certain nombre d'arguments, que l'on peut classer de la façon suivante :

1° Le statut personnel, disent-ils, est de peu d'importance ; il a été réduit à fort peu de chose et la tendance de la jurisprudence est de le réduire de plus en plus, dans toute la mesure du possible. Bien mieux, ce qui en reste n'est plus pratiqué dans la réalité. Il ne peut donc y avoir grand inconvénient à maintenir un statut de si petite importance et si peu pratiqué.

2° Le statut personnel est d'origine religieuse, puisqu'il trouve son fondement dans le Koran. La France, qui respecte toutes les religions, ne peut se dispenser de respecter la religion musulmane comme les autres.

3° En fait, les indigènes algériens tiennent à leur statut comme à leur religion. Le réduire ou le supprimer peut provoquer une effervescence dangereuse parmi les indigènes et avoir les conséquences les plus graves pour la Colonie.

4° D'ailleurs, le gouvernement français s'est engagé à respecter la religion musulmane. Cela résulte essentiellement de la capitulation d'Alger du 5 juillet 1930, qui a été étendue par la jurisprudence à toute l'Algérie.

5° Le statut personnel musulman n'est pas incompatible avec l'exercice de droits politiques. En Yougoslavie, en Bulgarie, les musulmans jouissent de leur statut et bénéficient des mêmes droits politiques que les autres habi-

tants ; la France en admet le principe, puisque les Sénégalais des quatre communes de plein exercice du Sénégal et les Indiens non renonçants des établissements français de l'Inde ont des droits politiques, quoique régis par leur statut personnel.

Les adversaires du maintien indéfini du statut personnel répondent par des arguments que nous exposons ci-dessous :

I. — Le statut personnel contient des règles absolument contraires à ce que nous appelons la civilisation et même contraires à certaines lois pénales communes à toutes les nations occidentales.

Il admet la polygamie, c'est-à-dire le mariage d'un seul homme avec plusieurs femmes, délit réprimé par notre Code pénal.

Il admet la répudiation unilatérale de la femme par le mari par le simple prononcé de quelques paroles. La femme, au contraire, ne peut que demander le divorce par devant le cadi pour des motifs déterminés.

Les garçons jusqu'à la puberté, les filles jusqu'à leur premier mariage, sont soumis au droit de djebr, c'est-à-dire à la contrainte matrimoniale ; ils peuvent être mariés contre leur volonté.

Le mariage des impubères est licite ; la consommation du mariage, toutefois, doit être retardée jusqu'à la puberté. Mais en fait le mariage des impubères se pratique surtout en ce qui concerne les filles ; et les maris n'ont pas toujours la patience d'attendre que leur femme soit devenue pubère.

Dans les successions, la part des filles est toujours de la moitié de celle des garçons. Et le fils de la fille ne représente pas sa mère prédécédée dans la succession de son grand-père.

Par le jeu des habous, la succession est dévolue entièrement aux mâles et les filles sont complètement exhérédiées.

Cette condition inférieure de la femme, qui peut trouver son explication dans une organisation sociale en tribus orientée vers la guerre, dans un système patriarcal primitif, devient un anachronisme choquant lorsque les populations envisagées sont intégrées dans un grand empire où l'ordre et la paix règnent.

Or, les coutumes locales ont tendance à accentuer l'asservissement de la femme ; c'est la claustration à l'intérieur de la maison ou du gourbi, l'interdiction de sortir ou de recevoir des visites sans l'autorisation du mari, l'interdiction de sortir sans être voilée, d'une manière générale la séparation complète des sexes.

Indépendamment des conséquences que cette claustration peut avoir tant sur le moral que sur la santé physique des femmes, cette séparation des sexes présente des inconvénients pour la race et la société tout entière, que M. A. Pellegrin, dans son ouvrage « L'Islam dans le monde », a fort bien signalés :

« La femme, dit-il, n'a aucun rôle actif dans la société musulmane, si ce n'est celui que lui a dévolu la nature : « la maternité et les soins du ménage, fonctions dont elle « s'acquitte à peu près bien. En général, elle est sans instruction, superstitieuse et bornée. Le harem l'oblige à « mener une existence à l'écart des préoccupations de « l'homme. La vie sociale diffère complètement suivant le « sexe de l'individu. De telle sorte qu'il est difficile aux « hommes de trouver dans l'amour et la société des femmes soit un raffinement des mœurs, soit cette exaltation de l'énergie qu'y rencontrent les Européens. Cette

« disposition des mœurs a eu pour conséquence une infériorité psychique et intellectuelle qui pèse lourdement sur les destinées de la race. Les musulmans qui réfléchissent se rendent compte, au contact de la vie occidentale, combien ils gagneraient à favoriser l'émancipation de la femme, en donnant à celle-ci l'instruction et la liberté qui lui manquent, mais ils craignent les effets moraux de cette émancipation, tandis que les coutumes sociales permettent à l'égoïsme du mâle d'exercer sa domination ».

On ne voit de remède à cette situation que la pénétration progressive des mœurs occidentales dans la masse musulmane et finalement l'abandon total ou partiel des coutumes ancestrales qui constituent le statut personnel. Il semble difficile, à une époque où le Code civil vient d'être révisé dans un sens favorable à l'émancipation de la femme française, de maintenir à perpétuité la femme musulmane française dans un état d'assujettissement par le maintien indéfini du statut personnel.

II. — Il n'est pas exact de dire que le statut personnel est de peu d'importance et est peu pratiqué.

Droit des personnes et de la famille, le statut personnel est l'indice du degré de civilisation auquel le groupe social est parvenu ; son contenu a donc une importance majeure.

Or, comme nous venons de le constater, le statut personnel musulman contient des règles qui traduisent un stade de civilisation peu avancé.

Il est vrai que certains indigènes, pénétrés de culture française, se sont assimilés les mœurs occidentales et ont en fait renoncé à pratiquer le statut personnel. Mais ces indigènes évolués sont encore l'exception en Algérie.

Il est juste de dire, au contraire, que le statut musulman

est pratiqué en fait par les indigènes algériens dans une énorme proportion. Pour s'en rendre compte, il suffira d'attirer l'attention sur les deux documents suivants :

Le premier est une statistique officielle : en 1932, sur 21.267 mariages musulmans déclarés, 5.059 étaient polygamiques ; en 1934, sur 24.208 mariages déclarés, 5.488 étaient polygamiques. En fait, tout le monde sait qu'un grand nombre de mariages musulmans ne sont pas déclarés, malgré les lois répressives en la matière. Même en admettant que la moitié des mariages musulmans ne sont pas déclarés et que les mariages non déclarés sont tous monogamiques, il reste que les mariages polygamiques représentent le dixième du total, chiffre encore considérable. Le mariage musulman s'analysant comme une vente, dans laquelle le mari achète la femme moyennant une « dot », il en résulte que les unions polygamiques ne sont possibles qu'autant que le mari possède les moyens pécuniaires d'acheter deux ou plusieurs femmes, ce qui se présente assez rarement en Algérie. La polygamie n'est donc pratiquée en général que par des gens aisés, correspondant au moins à ce que l'on pourrait appeler une petite bourgeoisie arabe.

Le deuxième document est une lettre écrite par un cadî, d'une de ces nombreuses mahakmas perdues dans la montagne comme on en trouve en Algérie, lettre que le hasard a mise entre nos mains. Nous la reproduisons, dans son style original, et en en garantissant l'absolue authenticité :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il y a un an
« environ, la fille mineure Arezki Garmia bent Saïd, qui
« n'était âgée que de dix ans, a été mariée par son père
« à un indigène de la région. Le mariage étant consommé,
« le mari a été poursuivi pour défaut de déclaration à

« l'état civil, mais l'action publique a été éteinte par suite
« du décès du père et du mari.

« Actuellement, cette fille se trouve chez son oncle Arezki
« Mohammed ben Ali, du douar T., qui veut la donner en
« mariage à son fils Abdallah. Mais son oncle maternel,
« Bounabi Abdelkader ben Larbi l'a donnée en mariage, a
« son tour, à un nommé Mehenni Tahar. De ce fait, cette
« mineure est disputée par les deux rivaux sus-nommés ;
« chacun veut l'avoir pour lui.

« Pour mettre fin à cette dispute, j'ai placé la fille, à la
« date d'hier, à la zaouia de M. Benaïssa, du douar T.

« En premier lieu, cette *gosse* a été mariée à l'âge de
« dix ans environ. Mais ce crime est resté impuni par suite
« du décès des inculpés. Aujourd'hui elle est l'objet d'une
« rivalité entre les dénommés ci-dessus et il est temps de
« les empêcher de commettre un nouveau crime en ma-
« riant cette fille. C'est pourquoi il est nécessaire de pour-
« suivre les sus-nommés pour les faits ci-dessus énoncés.
« Une juste et sévère punition infligée à ces deux inculpés
« ne servira que d'exemple aux autres.

« De nos jours, que des crimes pareils sont commis par
« le mariage des filles impubères et par crainte de pour-
« suites judiciaires les indigènes se marient sans en faire
« de déclaration conformément à la loi, et certains caïds
« ne les signalent pas à la justice. Il est très facile de
« remédier à cette situation en poursuivant les caïds eux-
« mêmes pour complicité chaque fois qu'une déclaration
« de mariage ou de divorce n'est pas faite dans les délais
« prescrits par les règlements ».

Nous faisons naturellement les plus expresses réserves
sur cette conclusion, dont nous laissons l'entière responsa-
bilité à son auteur. Mais cette lettre est intéressante en ce

qu'elle témoigne de la façon dont le droit de djedr et le mariage des impubères sont compris par la masse des indigènes algériens.

III. — Le statut musulman est bien d'origine religieuse, mais il n'est pas coranique; s'il tire son origine lointaine de préceptes recommandés par le Prophète, il est arrivé bien plus souvent par suite de raisonnements juridiques plus ou moins subtiles, et sous l'influence des coutumes locales, à des solutions diamétralement opposées à la volonté du Prophète. Peut-on dire alors que le statut musulman fait partie de la religion des indigènes et que dès lors il est sacré ?

Quelques exemples établiront facilement la vérité de ce que nous avançons :

Tout d'abord, en ce qui concerne la polygamie, le Koran autorise bien les musulmans à prendre une, deux, trois ou quatre femmes, mais le prophète ajoute que si le fidèle n'est pas sûr de faire régner la justice entre elles, il ne doit épouser qu'une seule femme. Qui peut se vanter d'être sûr de faire régner la justice entre plusieurs femmes ? (1). D'ailleurs, la polygamie est un droit auquel le musulman peut renoncer, et l'on voit parfois dans les contrats de mariage reçus par les cadis l'engagement pris par le mari envers sa femme de ne pas lui donner de co-épouse.

La répudiation telle qu'elle est pratiquée en Afrique du Nord n'est pas celle qui est prévue au Koran, au point que les docteurs musulmans distinguent la répudiation sounnite de la répudiation coutumière. Inutile de dire que la répudiation sounnite, qui exige trois formules de répudiation simple à trois mois l'une de l'autre, a disparu dans la pratique.

(1) Voir Koran Sourate 4, versets 3 et 128.

Les successions sont réglementées d'une façon très précise dans le Koran, et l'on peut soutenir très sérieusement qu'un musulman ne saurait y renoncer sans commettre une apostasie. Mais le Koran donne des droits assez importants aux femmes, notamment en les constituant héritières fardh, c'est-à-dire en leur donnant le droit de prendre leur part successorale avant les hommes. Les auteurs ont trouvé cependant le moyen de tourner ces règles formelles du Koran en exhérédant complètement les filles, par le jeu des habous. L'intention pieuse, le désir de laisser en définitive ses biens à une institution charitable ou pieuse permet de déshériter complètement ses héritiers, quitte à leur rendre leurs droits d'une façon détournée en les désignant, eux et leurs descendants, comme dévolutaires provisoires. Jusque-là, il n'y a rien à dire. Le habous apparaît comme une sorte de testament, une espèce de protection contre une éventuelle prodigalité des descendants du constituant, en même temps que la réglementation anticipée du sort des biens au cas où la famille viendrait à s'éteindre, et cela dans un esprit pieux ; rien que de très louable. Mais où l'on voit surgir le bout de l'oreille, si l'on peut dire, c'est lorsque l'on voit en Algérie nos indigènes, normalement de rite malékite, se placer pour la constitution de leurs habous sous le rite hanéfite, ce qui est licite ; pourquoi ce changement de rite ? Tout simplement parce que, dans la désignation des dévolutaires provisoires, le rite hanéfite admet l'exclusion des filles, tandis que le rite malékite ne l'admet pas. Et si l'on ajoute que la dévolution définitive à l'institution pieuse ne peut pas se réaliser parce que le Gouvernement de la République appréhende les biens habousés à ce moment-là, on constate alors que le habous se réduit à une façon élégante de ne pas respecter les ordres les plus formels contenus dans le Koran.

On peut se demander dans ces conditions pourquoi les indigènes, qui sont les premiers à ne pas respecter certaines règles religieuses précises, exigent le respect, comme sacrées, des règles coutumières qu'il y ont substituées ? On peut se demander pourquoi les autres règles juridiques, les règles pénales, par exemple, qui trouvaient leur source dans la religion, tout comme le statut personnel, ont pu être abandonnées sans inconvénients, tandis que l'on ne saurait sans sacrilèges, toucher aux coutumes relatives aux femmes.

Bien mieux, il est d'excellents musulmans, fanatiques même parfois, que personne ne songe à traiter de renégats ou d'hérétiques, qui ne pratiquent pas et n'ont jamais pratiqué ces fameuses règles sacro-saintes du statut personnel. Sans sortir de l'Algérie, nous trouvons dans ce cas le groupe important des Kabyles. Ces populations berbères suivent pour toutes les relations juridiques leurs vieux « kanouns », qui varient souvent d'un village à l'autre et n'ont aucun rapport, quant aux sources, avec le Koran. Peut-on sérieusement nous présenter comme intangibles des règles que des fidèles nombreux et dont la foi est indiscutable n'ont jamais suivies ?

Quant au statut personnel kabyle, personne n'a jamais soutenu qu'il était d'origine religieuse. Il n'y a donc pas de raison de le respecter d'une façon particulière.

IV. — Il est incontestable que la masse des indigènes tient à son statut personnel et à ses coutumes locales, qu'elle les considère comme faisant partie de sa religion. Quand on demande à un indigène comment il peut se marier avec une femme qu'il n'a jamais vue, pourquoi il la cloître, pourquoi elle ne sort que voilée, il répond que c'est sa religion ; si on lui fait remarquer que les Kabyles ne respec-

tent pas ces coutumes, il répond que chacun entend sa religion comme il lui plaît.

Mais il ne s'en suit pas nécessairement qu'il faille indéfiniment respecter ces coutumes barbares, sous prétexte que la masse ignorante les considère comme religieuses. Si la masse est ignorante, il faut l'instruire. Mais la nation colonisatrice ne peut renoncer à sa mission d'éducation et de civilisation pour des motifs de ce genre.

D'ailleurs, les raisonnements de la masse sont assez indifférents en la matière, puisque ce n'est pas elle qu'il s'agit de naturaliser. Les indigènes dont la naturalisation est proposée sont pour la plupart moins imperméables à nos idées occidentales et sont capables de comprendre que l'on peut adopter des mœurs et suivre des règles juridiques différentes de celles du statut personnel, sans pour cela renoncer à la religion musulmane.

V. — La capitulation d'Alger a stipulé que « l'exercice de la religion mahométane restera libre ; la liberté des habitants de toutes les classes, leur religion, leurs propriétés, leur commerce et leur industrie ne recevront aucune atteinte ».

La jurisprudence a étendu cette convention à toute l'Algérie. Les indigènes n'établissant pas de distinction entre le droit et la religion, certains veulent en tirer la conséquence que la France a pris l'engagement de respecter toute la législation musulmane en même temps que la religion sur tout le territoire algérien.

Remarquons que les gouvernements qui se sont succédé n'en ont rien fait, puisque le champ d'application du droit musulman n'a fait que diminuer dans le territoire civil, au point que **maintenant il ne reste plus que le statut personnel et les successions.**

L'extension que la jurisprudence donne à la capitulation d'Alger est d'ailleurs très contestable. Il nous semble au contraire évident que la promesse y contenue n'a été faite que pour la ville d'Alger, à une époque où l'Algérie n'était pas soumise et où l'on n'envisageait même pas de la soumettre. C'est au surplus une simple interprétation jurisprudentielle, susceptible par conséquent d'être modifiée explicitement ou implicitement par une loi, sans que l'on puisse craindre de violer la parole donnée.

Surtout la capitulation entend le mot « religion » dans son sens européen, exclusif de la notion de législation. Cela semble résulter à l'évidence du simple fait que les signataires de la capitulation, le maréchal de Bourmont qui commandait l'expédition en particulier, ne pouvaient pas connaître la confusion permanente que les musulmans font entre le droit et la religion. L'attitude des gouvernements français, encore une fois, à ce sujet, ne fait pas l'ombre d'un doute.

Cela est si vrai que non seulement les gouvernements français n'ont pas respecté le droit musulman, mais encore ils ont violé la religion musulmane à maintes reprises, sans provoquer de réactions de la part des indigènes.

D'aucuns se sont amusés à énumérer les violations de la religion musulmane commises par les gouvernements français et les cas de conscience qui en ont pu résulter pour certains croyants. On a cité le fait de payer des impôts à un gouvernement infidèle, le fait d'inviter les indigènes à souscrire des emprunts de défense nationale, par exemple, alors que la religion interdit le prêt à intérêt. Aucune atteinte à la religion musulmane ne nous paraît plus flagrante que le fait de se servir des troupes musulmanes pour combattre d'autres musulmans, Marocains ou Syriens, ou la

désignation par le Gouverneur général des Imams, qui doivent présider à la prière ; il est ordonné en effet que l'imam sera pris dans la foule des fidèles et désigné par eux ; nous en avons fait des fonctionnaires pourvus de classes et soumis à l'avancement.

Toutes ces violations indéniables n'ont provoqué, disions-nous, aucune réaction. C'est que l'islam enseigne qu'il faut toujours s'incliner devant le fait du prince, lorsqu'il est juste.

Si demain une disposition législative venait supprimer le statut personnel, les indigènes — ceux-là mêmes qui refusent d'y renoncer volontairement — s'inclineraient une fois de plus devant le fait du prince.

VI. — Les partisans du maintien du statut personnel en même temps que de l'octroi des droits politiques aux indigènes déclarent que la possibilité de leur co-existence est démontrée par le simple fait qu'ils co-existent dans certains pays. A l'heure actuelle, en effet, des musulmans jouissant de leur statut personnel ont les mêmes droits que les habitants non musulmans en Bulgarie et en Yougoslavie. Et en France les Sénégalais des quatre communes de plein exercice du Sénégal, les Indiens non renonçants des cinq comptoirs de l'Inde sont des électeurs comme les métropolitains. Au surplus, le Code civil ne dit-il pas textuellement (art. 7) : « L'exercice des droits civils est indépendant de l'exercice des droits politiques » ?

Il est exact qu'en Bulgarie environ 14 % de la population est de religion musulmane, de rite hanéfite. Il est exact qu'en Yougoslavie environ 12 % de la population est de religion musulmane, de rite hanéfite. Il est vrai de dire que ces musulmans ont les mêmes droits que les non-musulmans. Mais en peut-on tirer argument en vue de l'appli-

cation d'une mesure identique en Algérie ? Il est facile de répondre que les situations ne sont pas les mêmes. Les Bulgares, les Slaves du Sud, sont installés dans les pays qu'ils occupent depuis des siècles ; ils ont rejeté la domination turque et se sont trouvés très nombreux en présence d'une population musulmane de faible densité et d'un degré de civilisation plus avancé que nos populations indigènes nord-africaines. Enfin, leur conception de l'Etat n'est sans doute pas la même que la nôtre ; leurs ancêtres ne sont pas morts pour la République « une et indivisible ».

Il est curieux de constater qu'au contraire les pays indépendants de religion musulmane ou en majorité de religion musulmane ont une tendance à rejeter le statut personnel. En Turquie, par exemple, nous avons assisté successivement à l'abolition des Tribunaux religieux (1924), à l'interdiction du port du fez (1925), à l'institution du calendrier grégorien (1925), à la promulgation d'un Code civil, inspiré du Code civil suisse et comportant la monogamie (1926), à la substitution des caractères latins aux caractères arabes dans l'écriture (1928), sans compter certaines mesures strictement religieuses, telles que l'abolition du Khalifat (1924), la suppression des confréries religieuses (1925), la suppression de l'enseignement de l'arabe (1929), l'appel à la prière en turc (1932) et la traduction du Coran en turc ; dispositions destinées à accentuer le caractère national et laïc de l'Etat Turc, mais dont les dernières ont eu pour résultat de faire considérer les Turcs comme des renégats et des hérétiques par les Arabes.

En Albanie, nous trouvons des mesures qui rappellent celles que nous venons d'énumérer à propos de la Turquie. Dans ce pays, où 70 % de la population est de religion

musulmane, il n'y a pas de religion officielle, l'Etat est laïc, la Constitution spécifie que les religions et les croyances ne peuvent servir à des fins politiques ; le statut personnel et les successions sont remplacés par un Code civil d'inspiration italienne n'admettant pas la polygamie et interdisant le port du voile par les femmes.

C'est précisément au moment où les Etats musulmans indépendants rejettent les vieilles règles du statut personnel que certains voudraient les voir consacrées d'une façon définitive dans les possessions françaises. Tandis que les Turcs et les Albanais jugent que ces règles désuètes sont incompatibles avec les nécessités de la vie contemporaine, nous, Français, qui jadis prétendions marcher en tête de la civilisation, nous admettrions à jamais ces règles barbares dans cette Algérie que nous considérons comme le prolongement de la France par delà la Méditerranée ?

Quant à la question des Sénégalais et des Indiens, qui fait partie de notre droit français, elle mérite d'être étudiée attentivement. Un bref rappel historique ne sera pas inutile ici.

En ce qui concerne les Sénégalais des quatre communes de plein exercice du Sénégal — Gorée, Dakar, Rufisque et Saint-Louis — le texte fondamental est la loi du 24 avril 1833, ainsi conçue :

« Art. 1^{er}. — Toute personne née libre ou ayant acquis
« légalement la liberté, jouit dans les colonies françaises
« 1° des droits civils, 2° des droits politiques sous les
« conditions prescrites par les lois.

« Art. 2. — Sont abrogés toutes les dispositions de

« lois, édits, déclarations du Roi, ordonnances royales...
« et notamment toutes restrictions et exclusions qui
« avaient été prononcées quant à l'exercice des droits
« civils et des droits politiques à l'égard des hommes de
« couleur libres et des affranchis. »

De la teneur de cette loi on pouvait conclure que les Sénégalais ne bénéficiaient pas d'un statut personnel spécial.

Ce sont les décrets des 20 mai 1857, 22 mai 1905, 29 janvier 1907, 25 avril 1910 qui ont implicitement rétabli le statut personnel sénégalais.

On s'est donc trouvé devant cette situation paradoxale de Français bénéficiant de droits politiques à qui des textes ultérieurs ont reconnu la jouissance d'un statut personnel spécial. Que le législateur se soit nettement rendu compte des difficultés juridiques qui pouvaient résulter de la juxtaposition des droits politiques et d'un statut personnel spécial, c'est ce dont il est permis de douter.

Telle était la situation lorsqu'est intervenue la loi du 29 septembre 1916. Cette loi stipule : « Les natifs des
« quatre communes de plein exercice du Sénégal et leurs
« descendants sont et demeurent des *citoyens* français
« soumis aux obligations militaires prévues par la loi du
« 19 octobre 1915. »

Cette loi, votée dans des conditions hâtives, indiquait pour la première fois que les natifs des quatre communes étaient des citoyens. Il eût peut-être été logique d'en conclure qu'ils étaient citoyens avec toutes les conséquences que comporte cette qualité et notamment la perte du statut personnel. Ce n'est pas ce qu'a décidé la Cour d'Appel de l'Afrique Occidentale Française (arrêts

des 4 décembre 1924 et 2 avril 1926). Dans son arrêt du 2 avril 1926 en particulier, la Cour d'Appel déclare que la loi de 1916 n'a eu pour but que de régler la situation militaire des indigènes des quatre communes, mais non pas de leur retirer leur statut personnel musulman ; nulle disposition législative en effet, dit-elle, ne donne la définition du mot « citoyen » ; l'article 7 du Code Civil distingue l'exercice des droits civils de l'exercice des droits politiques ; et en outre « il serait excessif de prétendre que l'expression de citoyen français (peut-être improprement employée par le législateur) doit à elle seule faire produire à la loi de 1916 des effets autres que ceux qui ont été poursuivis, faisant prévaloir une définition grammaticale non légale sur la volonté du législateur » ; — « il faut au contraire reconnaître que la définition doit céder devant l'expression, même imparfaite mais claire de la volonté du législateur ».

Inutile de dire que cette jurisprudence a provoqué en doctrine les plus grandes discussions. Il semble en effet que l'on puisse interpréter un texte, rechercher la volonté probable du législateur lorsque le texte en question présente un sens douteux. Mais lorsque ce sens est évident, la jurisprudence peut-elle interpréter un texte de manière à lui donner une signification manifestement contraire ?

Quant aux Indiens des cinq comptoirs français de l'Inde, un arrêté du 6 janvier 1819 leur reconnaissait leur législation propre. Et s'appuyant sur cet arrêté, la jurisprudence déclarait que les Indiens n'étaient pas Français, lorsqu'en 1848 les Indiens, dispensés de toute preuve de naturalisation, furent appelés à voter. Ce droit ne leur a pas été retiré depuis lors.

Après le décret de 1881 qui admettait la possibilité pour

les Indiens de renoncer à leur statut personnel afin d'accéder à la citoyenneté, la question s'est posée de savoir si le législateur avait voulu maintenir le droit de vote aux Indiens non renonçants. Par son arrêt du 6 mars 1883, la Cour de Cassation leur a **maintenu ce droit** ; la Cour suprême a estimé en effet que jouissant de leur statut personnel, les Indiens jouissaient de leurs droits civils au sens de la loi électorale ; elle a ajouté « qu'il en serait « autrement, sans doute, si comme pour les habitants « d'autres colonies ou possessions françaises, les lois qui « leur ont conservé le droit de jouir de leur statut personnel leur avaient interdit la jouissance de leurs droits « politiques jusqu'au jour où ils seraient, par une naturalisation régulière, devenus citoyens français. »

En l'état actuel, les Indiens non renonçants bénéficient donc de l'exercice de droits politiques : 1° du fait de l'interprétation qu'il convient de donner aux lois électorales de 1849 et 1852, lesquelles déclarent électeur tout Français jouissant non pas « des droits civils » mais « de ses droits civils » ; 2° du fait du silence du législateur au sujet des droits des Indiens non renonçants.

Il convient de signaler ici que les Indiens non renonçants n'étant pas citoyens ne peuvent exercer leurs droits électoraux en dehors de l'Inde. Ils sont inscrits sur des listes électorales distinctes de celles des citoyens (1).

De cette étude, il résulte que les Sénégalais et les Indiens ont obtenu l'exercice de droits politiques en même temps qu'ils bénéficiaient d'un statut personnel spécial sans que le législateur ait paru se douter de l'importance de la question que cette coexistence soulevait. Ce sont en

(1) Sauf pour les élections législatives.

général des textes épars qui ont fini par établir cette juxtaposition sans que l'on puisse dire qu'il y ait eu une volonté déterminée du législateur.

Cette coexistence du statut personnel et des droits politiques nous paraît nettement heurter la conception de la souveraineté telle qu'elle existe dans notre droit et ainsi que nous l'avons exposée précédemment, tout au moins en ce qui concerne les Indiens. Quant aux Sénégalais, la loi qui leur accorde le titre de citoyen paraît tout simplement résulter d'une erreur de rédaction ainsi que l'a justement signalé la Cour de Dakar.

Quoi qu'il en soit, il n'en est pas moins vrai qu'il existe dans notre droit, des Français bénéficiaires à la fois des droits politiques et d'un statut personnel spécial. Mais peut-on en tirer argument pour délibérément étendre cette situation à d'autres colonies et notamment à l'Algérie ?

Des textes qui paraissent résulter d'erreurs ou d'inadvertances législatives peuvent-ils être considérés comme des arguments ?

Nous répéterons ici ce que nous disions tout à l'heure au sujet des Yougoslaves et des Bulgares musulmans, la situation n'est pas la même. Ce qui peut être, à la rigueur, dépourvu d'inconvénients graves dans quelques communes où la population est restreinte et qui sont en outre de très vieilles possessions françaises, ne peut à notre avis être transplanté dans une grande colonie de conquête plus récente et où se trouvent en présence six millions d'indigènes et un million d'Européens. Il est à remarquer d'ailleurs que la coexistence de droits politiques et du statut personnel ne se rencontrent à l'étranger que dans des pays où la population musulmane est en petit

nombre : Bulgarie 14 %, Yougoslavie 12 % de la population totale.

En résumé, du point de vue de la loi à faire, nous croyons qu'il est impossible d'accorder délibérément aux indigènes algériens des droits politiques tout en leur maintenant la jouissance du statut personnel musulman. Dans son discours du 21 mars 1935, à la tribune du Sénat, M. Cuttoli a signalé les conséquences juridiques inacceptables de cette coexistence :

« Avec la proposition de notre honorable collègue, dit-il, nous arriverions aux conséquences parlementaires suivantes. Tel qui pourra user du fantastique droit de djebr, c'est-à-dire contraindre au mariage sa fille impubère, décidera par la voie de son député d'une réforme qui modifie en France les règles du consentement au mariage. Tel autre à qui il est loisible de répudier arbitrairement sa femme au moyen d'une simple formule interviendra par l'organe de son représentant parlementaire quand la Chambre aura à reviser notre législation du divorce. Celui-là qui, soit par les lois successorales de l'Islam, soit par la Constitution d'un habous, a la possibilité d'exhérer ses filles, pèsera lui aussi par son porte-voix au Palais-Bourbon dans la discussion d'un texte touchant à notre régime successoral. Je ne dis pas qu'ils seront au Parlement, je dis qu'ils éliront un parlementaire qui agira comme je l'indique, c'est-à-dire qu'ils auront un mandataire. Ce seront des mandants qui — c'est en vertu de ce contrat que nous sommes ici — donneront à leur mandataire un pouvoir spécial. Voilà le mandat qui leur aura été donné. C'est à ces anomalies que nous arriverons. Mais de plus ce citoyen spécial créé de toutes pièces par notre honorable collè-

« gue, ne pourra pas en vertu des principes rigoureux de
 « son statut personnel, donner sa fille en mariage à un
 « non musulman, à un Français d'origine par exemple.
 « Toute personne qui ne serait pas musulmane telle que
 « sa veuve, Française d'origine, serait écartée de sa suc-
 « cession ; cette même veuve, en vertu des mêmes prin-
 « cipes, ne pourra se voir confier la tutelle de ses enfants
 « mineurs ; c'est presque une déchéance de la puissance
 « paternelle qui en sera la conséquence. »

Comme le dit fort justement M. Solus, dans son « Traité
 de la condition des indigènes en droit privé », « il peut
 « être excessif et déraisonnable de vouloir soumettre en
 « même temps un individu à des institutions de droit
 « public d'un côté et à des institutions de droit privé de
 « l'autre, qui les unes et les autres correspondent à des
 « civilisations et à des organisations sociales profondé-
 « ment différentes. »

SECTION II

Caractères propres aux projets du premier groupe

§ 1^{er}. — ILS SONT CONTRAIRES A LA CONSTITUTION

Les projets qui prévoient l'exercice des droits politiques dans un collège spécial sont contraires à la constitution ; en effet, à l'exception du projet Doriot — que personne ne soutient, pas même les indigènes les plus extrémistes — ils n'accordent le droit de désigner des députés ou des sénateurs qu'à un collège restreint. Les projets Guernut et Saurin donnent l'électorat au collège organisé par la loi du 4 février 1919 et le décret du 6 février 1919 ; le projet

Moutet réduit ce même collège en exigeant certaines conditions particulières ; le projet Taittinger l'augmente au contraire en y incorporant les fils des musulmans tués à la guerre ; quant au projet Soulier, il envisage la création d'un collège électoral spécial.

Or la loi constitutionnelle du 25 février 1875 déclare dans son art. 1^{er}, 2^o : « La Chambre des Députés est nommée par le suffrage universel dans les conditions déterminées par la loi électorale. »

Il paraît dans ces conditions impossible que le Parlement puisse voter un texte instituant dans les départements algériens l'élection de députés par un collège restreint, sans avoir au préalable procédé, en Assemblée Nationale, à la revision de la Constitution sur ce point.

§ 2. — ILS PERPETUENT ET ACCENTUENT LES OPPOSITIONS ENTRE LES DEUX CATEGORIES D'ELECTEURS

On a dit avec raison que l'élection de représentants au Parlement par des collèges distincts aurait pour conséquence d'accuser, d'accentuer et de perpétuer les antagonismes qui existent déjà entre les citoyens et les sujets algériens. M. Viollette, dans un discours prononcé au Sénat le 21 mars 1935, a souligné les inconvénients des projets de ce genre :

« N'apercevez-vous pas encore, a-t-il dit, que ces députés indigènes par la force des choses, ce ne seront pas des hommes représentant des opinions politiques ou économiques, mais que ce seront des musulmans, élus comme musulmans pour défendre des inté-

« rêts musulmans, au nom d'un corps électoral exclusi-
« vement musulman. C'est cela qui est grave. Car vous
« enfermez l'Algérie indigène dans sa religion, vous oppo-
« sez à jamais l'Algérie musulmane à l'Algérie judéo-chré-
« tienne. C'est le rapprochement entre l'Occident et
« l'Islam rendu impossible ; le sort des uns ne dépendra
« plus du sort des autres. Aucune solidarité ne s'établira
« plus entre les différents éléments de l'Algérie et les
« malentendus de race seront installés pour de longues
« années. »

Nous ne voyons, quant à nous, rien à ajouter à ce réquisitoire qui nous paraît particulièrement exact. L'accentuation et la perpétuité des oppositions de religion et de race qui résulteraient des projets que nous examinons nous semblent des arguments décisifs en faveur de leur rejet.

D'ailleurs, il est caractéristique de constater que les indigènes n'en veulent pas. Ce que veulent les indigènes, c'est pour un certain nombre d'entre eux l'égalité avec les citoyens, se manifestant par l'inscription sur les mêmes listes électorales que ces derniers. C'est pourquoi les indigènes sont en majorité partisans du projet Blum-Viollette qui leur accorde ce droit et leur maintient en outre le statut personnel.

SECTION III

Caractères propres aux projets du deuxième groupe**§ 1^{er}. — ILS ONT DES CONSEQUENCES JURIDIQUES****INADMISSIBLES**

Nous étudierons surtout ici le projet de loi Blum-Viollette de 1936, la proposition de loi de M. Viollette de 1931 ayant été en définitive abandonnée par son auteur, après la discussion dont elle a été l'objet au Sénat en 1935.

Tandis que la proposition de loi de 1931 conférait aux indigènes la qualité de citoyens, le projet de loi de 1936 envisage seulement l'octroi des droits politiques à certaines catégories d'indigènes, lesquels par conséquent ne deviennent pas citoyens de ce fait.

L'adoption de ce texte aurait des conséquences juridiques inattendues et quelque peu surprenantes ; le décret du 26 mars 1919 en effet serait toujours applicable aux indigènes non citoyens, même pourvus de droits politiques.

Il en résulterait qu'un indigène pourvu de droits politiques pourrait devenir maire d'une commune de plein exercice alors qu'il lui serait interdit d'être administrateur d'une commune mixte ; qu'il pourrait être Ministre de la Justice mais non juge de paix, ministre de l'Intérieur mais non commissaire de police, Président de la commission de l'Algérie par exemple à la Chambre ou au Sénat mais non sous-préfet ou directeur des contributions.

Il est probable que pour éviter de pareilles incohérences on serait amené rapidement à modifier le décret

du 26 mars 1919, en ce qui concerne les indigènes pourvus des droits politiques des citoyens.

Mais ne risquerait-on pas alors de tomber dans un danger plus grand, en abandonnant les fonctions de direction à des indigènes, Français de cœur, nous le croyons bien volontiers, mais dont beaucoup n'ont pas acquis d'une façon suffisante la **mentalité et les mœurs** de la France ?

§ 2. — ILS SONT SUSCEPTIBLES D'ÉLARGISSEMENT

Les partisans du projet Blum-Viollette font remarquer que ce projet, s'il était voté, aurait surtout une portée symbolique, mais que sa portée pratique serait réduite car il ne concernerait que 27.000 indigènes environ pour toute l'Algérie, soit 10 % **approximativement du corps électoral actuel.**

Cette remarque est exacte en ce qui concerne le nombre des indigènes intéressés par le projet de loi. Mais il y aurait à notre avis des élargissements inévitables du texte primitif.

Il y aurait tout d'abord un élargissement d'origine démographique : du seul fait de l'accroissement considérable et continu de la population musulmane en Algérie, il viendrait fatalement un moment où le nombre d'indigènes visés par la loi serait très supérieur au chiffre de 27.000.

En outre, les indigènes réclament depuis quelque temps et avec raison une diffusion plus grande de l'instruction ; et il est à prévoir qu'ils obtiendront gain de cause. Il résultera de la satisfaction donnée à cette légitime revendication que le nombre des indigènes remplissant les condi-

tions prévues par le projet de loi sera de plus en plus grand.

En dehors de ces causes inévitables, peut-on penser raisonnablement que le législateur ne sera pas amené à élargir le texte primitif et à admettre un nombre beaucoup plus important d'indigènes à l'exercice des droits politiques ?

Si nous jetons un coup d'œil au hasard sur un journal indigène tel que *la Défense*, « hebdomadaire des droits et intérêts des musulmans algériens », publié en français à Alger, nous relevons dans le numéro du 5 mars 1937 l'article suivant qui nous paraît symptomatique :

« Le projet Viollette a évidemment notre adhésion et
« nous sommes reconnaissants au Gouvernement de
« l'avoir adopté. Cependant, il ne peut échapper aux en-
« quêteurs avertis que sont les membres de la commission,
« que ce projet si restrictif, si exclusif, n'est pas suscep-
« tible de produire même dans l'avenir des résultats
« appréciables. Le très faible contingent dont il envisage
« l'incorporation au collège électoral français ne pourra
« jamais être assez influent pour obtenir un appui sûr
« du candidat en faveur des revendications indigènes.

« De plus, le Gouvernement démocratique de Front po-
« pulaire ne saurait admettre que la citoyenneté soit une
« faveur accordée à quelques rares privilégiés, dont la
« plupart comblés par la fortune et les honneurs sont peu
« soucieux des intérêts de la masse : la citoyenneté doit
« être un droit pour tous les enfants du peuple, qui, par
« leur attachement à la nation protectrice, leur éducation
« et leur instruction, sont à même de s'exprimer avec dis-
« cernement et de traduire les véritables aspirations du
« peuple lors des consultations électorales.

« En conséquence, il faut demander que le bénéfice du
« projet Viollette soit étendu dans un esprit vraiment
« démocratique aux anciens combattants, aux commer-
« çants, aux fonctionnaires et aux titulaires du certificat
« d'études.

« Il ne peut être question de s'arrêter à l'argument
« aussi fallacieux qu'hypocrite de nos ennemis qui pour-
« raient agiter le prétendu danger d'une prédominance
« de l'élément indigène sur l'élément « français ».

« Un tel argument ne saurait en effet résister devant
« cette vérité que les Arabes et les Kabyles d'Algérie sont
« déclarés Français (art. 1^{er} du sénatus-consulte du 14
« juillet 1865) ; il ne peut donc s'élever de conflits de
« prépondérance entre les enfants d'un même pays. »

Ces réclamations d'élargissement ont eu leur écho lorsque le projet est venu en discussion devant la Commission du suffrage universel de la Chambre des députés. La commission, en effet, ne s'est pas contentée d'admettre l'exercice des droits politiques des citoyens pour les catégories d'indigènes prévues au projet de loi ; elle y a ajouté :

— Les indigènes algériens français anciens combattants pourvus de la carte d'ancien combattant (amendement Fiori) ;

— Les indigènes algériens français pourvus du certificat d'études primaires (amendement Dubois-Lagrosillière) ;

— Les indigènes algériens français élus aux conseils de Prud'hommes (amendement Lagrosillière) ;

— Les indigènes algériens français appartenant à l'ordre de la Légion d'honneur (amendement Lagrosillière-Xavier Vallat) ;

— Les indigènes algériens français mariés à une Française et qui ont au moins un enfant issu de ce mariage (amendement Lagrosillière) ;

— Les indigènes algériens français fonctionnaires ou agents des services publics ou concédés, en exercice ou en retraite (amendement Lagrosillière-Cornavin) ;

— Les officiers ministériels près des différentes juridictions comptant au moins 15 ans d'exercice (amendement Lagrosillière).

Si l'on tient compte de ce fait que les anciens combattants sont environ 188.000 en Algérie, le nombre des nouveaux électeurs, d'après le projet tel qu'il a été voté par la commission du suffrage universel, serait supérieur à 200.000.

Nous ne voulons pas dire que le Parlement sera inexorablement conduit à voter immédiatement toutes ces modifications au projet de loi s'il en adopte le principe. Mais nous sommes persuadés que le principe une fois admis il sera très difficile de refuser, tôt ou tard, l'élargissement à certaines catégories, les anciens combattants par exemple.

Quelles seraient les conséquences de l'entrée dans la bataille politique d'une pareille masse d'électeurs d'origine indigène, il ne seraient que trop facile de le prévoir. Il s'agit, en effet, d'une masse n'ayant reçu aucune éducation politique, pour ne pas dire aucune instruction du tout, d'une masse continuant à vivre suivant les vieilles coutumes indigènes et en général complètement fermées aux notions de bien public et d'intérêt collectif. Or ce serait cette masse qui — vraisemblablement — votant comme un seul bloc ferait la loi dans les élections. Si bien que l'on se demande si l'Algérie ne serait plus uniquement représentée

que par des élus musulmans, et si l'on ne tomberait pas dans les inconvénients signalés par M. Viollette à propos des élections par collège distinct, avec cette aggravation que les élus « français » auraient disparu.

Or, nous le répétons, bien des indigènes, sur le patriotisme desquels nous n'avons aucun doute, n'ont cependant pas acquis la manière de penser française et les habitudes de vie de la France. Il en résulterait cette conséquence que l'Algérie perdrait progressivement son caractère français pour acquérir un caractère plus nettement indigène.

§ 3. — ILS HEURTENT VIOLEMMENT L'OPINION DES CITOYENS ACTUELS

Il est un fait incontestable, c'est que la quasi-unanimité des citoyens actuels de l'Algérie est résolument hostile au projet Blum-Viollette.

Il est intéressant de relever ici quels ont été les motifs de cette hostilité. Nous reproduisons ci-dessous la motion qui a été adoptée à l'unanimité par la Fédération des Maires et Adjointes spéciaux de l'Algérie dans leur assemblée du 8 février 1938 :

« Considérant que l'évolution de la population indigène
« de l'Algérie doit avoir pour objet et pour couronnement
« son intégration progressive dans la communauté française, que toute autre solution serait génératrice d'antagonismes meurtriers ;

« Considérant que des mesures d'ordre politique mal
« comprises ou prématurées, loin de précipiter cette évolution auront pour effet de l'enrayer et de la rendre
« impossible (telle la cristallisation de la société indigène

« dans son statut avec l'octroi des droits politiques souverains), qu'aucune faute ne saurait avoir de conséquences plus funestes, que c'est donc bien l'avenir de la France et celui de la société indigène qui se jouent en la circonstance ;

« Considérant que l'un et l'autre en Afrique du Nord apparaissent inséparables, que les intérêts des deux sociétés sont liés, qu'il serait sans excuse de les dissocier, que c'est cependant le résultat inévitable de toute mesure qui créerait deux catégories de Français soumises à des lois civiles différentes ;

« Considérant que les auteurs du projet l'ont tellement compris qu'ils s'efforcent de minimiser l'importance du statut personnel musulman, dont, disent-ils, il ne reste à peu près rien ;

« Considérant que si cela est vrai en Turquie, en Albanie et même en Egypte, cela est absolument faux en Algérie, où le statut personnel musulman a été maintenu dans toute sa rigueur en ce qui concerne les successions, le mariage, le sort des femmes et des enfants, la polygamie ; qu'il y aura là une véritable situation anachronique dont le maintien ne saurait être toléré que s'il est voulu par les intéressés qui manifestent dès lors leur volonté arrêtée de ne pas s'agréger dans la communauté française ;

« Considérant que l'accès des indigènes musulmans à la pleine citoyenneté ne dépend depuis la loi de 1919 que de leur seule volonté ; qu'ainsi la France leur a d'ores et déjà tout accordé, allant plus loin en leur faveur qu'elle n'est allée en faveur des israélites indigènes algériens ; que ces derniers, en effet, devaient aux termes du décret de 1871 faire la preuve de leur indi-

« génat dans un délai de vingt jours à peine de forclu-
« sion au lieu que les indigènes musulmans peuvent à
« toute époque faire aux greffes de toutes les justices de
« paix la déclaration qu'ils entendent devenir français
« *pleno jure* ;

« Considérant que l'autre argument mis en valeur par
« les auteurs du projet est tiré des besoins de la défense
« nationale et de l'éventualité d'une mobilisation ;

« Considérant qu'il y a dans cet argument même une
« injure à l'égard des indigènes qui feraient vaillamment
« leur devoir comme ils l'ont toujours fait dans le passé,
« mais que si l'argument était fondé ce serait une singu-
« lière manière de conjurer le danger que de l'installer
« dans la maison ;

« Considérant que les Français d'Algérie sont animés
« vis-à-vis des indigènes des sentiments les plus frater-
« nels, qu'ils ont eux-mêmes assumé la charge de l'ins-
« truction scolaire et de l'assistance de ces populations
« dix fois plus nombreuses que la population française et
« payant quatre fois moins d'impôts, que les crédits de
« l'instruction publique et de l'assistance sont passés
« pendant les trente-sept années d'autonomie algérienne
« de quelques millions annuellement à plus de quatre
« cents millions, que dans le même temps la population
« indigène faisait plus que doubler, ce qui est un indice
« non équivoque de l'action bienfaisante poursuivie sans
« trêve à son égard ;

« Considérant que les indigènes soumis au statut mu-
« sulman n'ont aucun intérêt à être représentés au Parle-
« ment puisque les lois civiles votées par ce dernier ne
« seraient applicables ni à eux ni à leurs mandants et que
« les mesures budgétaires et financières sont votées par

« les assemblées algériennes où ils sont représentés par
« le tiers des membres ;

« Considérant que l'adoption du projet consacrera la
« ruine de l'œuvre poursuivie depuis un siècle, œuvre dont
« les Français d'Algérie ont été les bons ouvriers et dont
« la France peut être légitimement fière, qu'elle ouvrira
« dans ce pays une ère de haines raciales, de troubles et
« de divisions dont l'histoire nous a donné autrefois à
« Saint-Domingue, nous donne aujourd'hui en Syrie l'af-
« fligeant spectacle, qu'elle marquera le déclin de la
« France africaine et que tous les élus français du pays,
« à quelque assemblée qu'ils appartiennent, Délégations
« financières, Conseils généraux et municipaux sont réso-
« lus à ne pas s'y associer ;

« Confiants dans l'équité, dans la haute justice, dans le
« patriotisme du Parlement, ils l'adjurent de repousser
« un projet mal inspiré et funeste pour ceux-là mêmes
« qu'il entend protéger ;

« Ils croient de leur devoir le plus sacré de donner au
« Parlement l'indication solennelle des sentiments qui les
« animent et qui leur sont dictés par l'amour même de la
« patrie ;

« Ils déclarent, non dans un esprit de menace, mais avec
« une douloureuse résignation, qu'ils seraient dans l'obli-
« gation de se démettre de leurs mandats, ne voulant pas
« assumer la responsabilité d'une expérience qu'ils jugent
« nuisible à l'avenir de la France. »

La Fédération des Maires et Adjointes spéciaux du
département de Constantine a adopté le 12 janvier 1938
deux motions ; la première envisage les inconvénients du
projet Blum-Viollette que nous nous sommes attaché à
faire ressortir par nos études précédentes ; la seconde est

particulièrement intéressante en ce qu'elle considère les conséquences du projet dans les communes algériennes. Voici le texte de cette motion :

« Considérant que la France s'est donnée comme tâche
« d'assimiler et de drainer vers la civilisation française les
« populations indigènes d'Algérie ;

« Considérant que dans ce pays de peuplement français,
« les trois-quarts de la population française résident dans
« 13 principales villes et un quart seulement dans 380
« communes rurales ;

« Considérant que, par contre, un dixième seulement
« des populations indigènes est installé dans ces 13 villes
« principales et 9 dixièmes dans les 380 communes rurales ;

« Que pour ces 380 communes la population française
« de 200.000 âmes se trouve en présence d'une population
« indigène de près de 6 millions d'êtres humains ;

« Considérant que l'influence française en Algérie
« s'exerce bien davantage dans l'ensemble des communes
« rurales que dans les quelques villes principales répan-
« dues sur le littoral ;

« Considérant que la prépondérance des idées et des
« mœurs françaises ne peut subsister que si les directives
« appartiennent dans les conseils municipaux à des élus
« soumis au statut français ;

« Considérant que déjà les élus au titre indigène com-
« posent le tiers des Conseils municipaux ;

« Qu'il suffirait donc qu'un cinquième de citoyens ayant
« conservé le statut arabe ou kabyle soit élu au titre fran-
« çais pour que d'emblée dans les Conseils municipaux les
« directives passent à ceux qui sont dominés par les
« mœurs et les coutumes indigènes ;

« Qu'il est pourtant aisé de prévoir pareille conséquence

« avec l'adoption du projet Viollette, tout de suite pour la
 « majorité des communes rurales d'Algérie et à brève
 « échéance pour la quasi-unanimité des dites communes ;
 « Qu'ainsi le but poursuivi par la France en Algérie
 « serait nettement mis en échec par l'adoption du dit
 « projet ;

« Considérant qu'aucune étude de la répercussion de ce
 « projet, commune par commune, n'a été faite ;

« Les Maires du département de Constantine,

« Demandent instamment au gouvernement de faire
 « étudier la répercussion du projet Viollette, commune
 « par commune, avant toute discussion devant les Cham-
 « bres, afin que les parlementaires soient pleinement
 « éclairés sur les conséquences graves de ce projet, au
 « point de vue de la souveraineté française en Algérie. »

Il nous paraît certain que par le jeu des doubles élec-
 tions, au titre indigène d'une part, au titre français d'au-
 tre part, les indigènes prendraient du fait du projet
 Viollette une place prépondérante dans beaucoup de
 municipalités.

Il nous paraît non moins certain qu'il serait extrême-
 ment difficile de faire consentir des citoyens d'origine
 européenne à être mariés par un maire ayant conservé
 son statut personnel ; beaucoup de colons n'ont pas encore
 oublié que leurs grands-parents ont défriché certaines
 terres le fusil à la main ; il serait extrêmement difficile
 d'obtenir de ces hommes qu'ils consentent à être adminis-
 trés par les descendants de ceux contre qui le terrain
 qu'ils cultivent a dû être conquis par les armes. On ne peut
 méconnaître l'existence et la puissance de sentiments de
 ce genre, quelle que soit par ailleurs l'opinion que l'on ait
 de leur valeur.

§ 4. — ILS FAVORISENT UN NATIONALISME INDIGÈNE

« L'opposition actuelle contre la naturalisation ne
« relève pas des exigences d'un dogme, mais plutôt du
« besoin de ne pas diminuer d'Islam, en tant qu'organi-
« sation sociale, en tant que patrie. En langage ordinaire,
« ces préoccupations se nomment tout bonnement du
« nationalisme. »

Ces lignes étaient écrites en 1935 (avant le dépôt du projet Blum-Viollette, par conséquent) par M. Zenati, dans la *Voir Indigène*.

Il est curieux de constater que le projet Blum-Viollette qui, d'une façon détournée, maintient indéfiniment le statut personnel et par suite empêche définitivement les indigènes de se fondre dans la masse française, a reçu un accueil enthousiaste de ceux-là mêmes qui réclament l'accentuation du caractère musulman et arabe de nos indigènes de l'Afrique du Nord.

Nous avons déjà cité un article du journal *La Défense* en faveur de l'élargissement du projet Viollette ; nous citons maintenant un autre article du même journal, publié dans le numéro du 12 janvier 1938, qui nous paraît parfaitement typique aussi bien quant au fond que quant à la forme :

« Au seuil de notre 5^e année de lutte pour une cause
« qui nous est chère et à laquelle nous avons juré de con-
« sacrer tout notre temps, toute notre activité, tous nos
« efforts, nous croyons nécessaire de résumer et de rap-
« peler une fois pour toutes le but que nous poursuivons,
« les moyens d'action que nous avons employés pour

« l'atteindre pendant quatre années entières et consécu-
« tives, et ceux que nous comptons employer à l'avenir.

« Nous voulons ainsi dissiper toute équivoque, couper
« court aux étranges et malveillants bruits que nos adver-
« saires font courir sur notre compte à seule fin de nous
« discréditer et fixer d'une façon claire, nette et défini-
« tive aussi bien les détenteurs du pouvoir que nos amis
« français et l'opinion publique en Algérie et dans la
« Métropole sur nos véritables intentions, nos desseins
« réels et les sentiments dont nous sommes animés à
« l'égard de tous.

« Nous réclamons pour les Musulmans de ce pays l'oc-
« troi de l'intégralité des droits et libertés dont jouissent
« les autres éléments de la population algérienne, mais
« nous n'admettrons à aucun prix et sous aucun prétexte
« que la moindre atteinte soit portée à leur statut per-
« sonnel, dont nous demandons non seulement le main-
« tien dans son état actuel, mais encore la pleine et
« entière restauration.

« Nous demandons que leur situation économique et
« sociale soit immédiatement et sérieusement améliorée
« dans le sens que nous avons maintes fois indiqué et par
« les moyens qui ont été préconisés dans les innombrables cahiers de revendication présentés au Gouverne-
« ment et aux non moins nombreux enquêteurs officiels
« qui ont envahi notre pays pendant ces trois dernières
« années.

« Nous réclamons la diffusion de l'instruction à tous les
« degrés, la liberté ABSOLUE de l'enseignement de l'arabe,
« notre langue maternelle, en plus des autres libertés
« démocratiques générales dont les autochtones sont tota-
« lement privés.

« Nous réclamons l'égalité ABSOLUE devant la loi et
« l'abolition de toute loi et toute mesure d'exception, de
« ce hideux code de l'indigénat et de cet odieux régime
« des Territoires du Sud dont l'existence est plus nuisible
« au prestige d'une grande nation civilisée comme la
« France que toutes les propagandes étrangères qui
« effrayent à juste titre les hommes qui président à ses
« destinées.

« Notre action s'est toujours poursuivie et se poursuivra
« dans le cadre des lois françaises, des institutions fran-
« çaises, de la souveraineté française.

« Mais en aucun cas et en aucune circonstance nous ne
« renoncerons à une parcelle, si infime soit-elle, du pro-
« gramme de réformes politiques économiques et sociales
« dont nous venons de rappeler les grandes lignes et pour
« la réalisation duquel nous sommes prêts à tout risquer,
« à tout sacrifier.

« Peut-être nos détracteurs continueront-ils, malgré
« cette déclaration franche et loyale, à nous traiter
« d'antifrançais. Mais cela ne nous émeut pas et ne nous
« a jamais ému.

« Si c'est être antifrançais que de réclamer des droits
« français, des libertés françaises, la justice française, eh
« bien ! nous sommes des antifrançais et nous le resterons
« jusqu'au jour où pleine satisfaction nous sera accordée
« sur tous les points de notre programme.

« Nous dirons mieux : Il faut que l'Algérie évolue et elle
« évoluera. Mais, comme l'a si bien dit le très regretté
« M'hammed ben Rahal, « cette évolution se fera par la
« France, pour la France, ou sans la France contre la
« France. »

« Voilà ce que nous avons dit pendant quatre ans, ce

« que nous dirons encore dans ce journal, ce que nous
« dirons à nos juges si nous sommes poursuivis, ce que
« nous dirons à nos geôliers si nous sommes incarcérés,
« ce que nous dirons devant le poteau d'exécution si un
« jour nous y sommes envoyés, ce que nous dirons à l'ange
« de la mort le jour où la tombe recevra pour la garder
« éternellement notre dépouille mortelle. »

Nul n'ignore en Algérie que le projet Blum-Viollette a aussi reçu l'agrément de l'Association des Oulama (c'est-à-dire des Savants), association qui bien souvent a concerté son activité avec celle de la Fédération des Elus Musulmans — notamment par la fondation du Congrès Musulman.

Or, voici comment s'exprime le Cheikh Benbadis, président de cette Association des Oulama qui réclame le maintien *in æternum* du statut personnel :

« Non, Messieurs. Nous parlons, nous, les Oulama, au
« nom de la majorité des indigènes et nous vous disons
« que du côté politique vous ne pouvez ni nous représen-
« ter ni parler en notre nom. Nous avons pour notre part
« cherché dans l'Histoire et dans l'état présent et avons
« trouvé que le peuple Algérien musulman a toujours
« pris figure de nation. Celle-ci existe au même titre que
« les autres nations de l'Univers. Cette nation algérienne
« possède son histoire illustrée de hauts faits ; elle a son
« unité religieuse, sa langue, sa culture, ses traditions et
« ses caractères propres. Nous ajoutons que cette nation
« algérienne musulmane n'est pas la France. Il n'est pas
« possible qu'elle soit la France ; elle ne désire nullement
« être la France et le désirerait-elle, qu'elle ne pourrait
« pas devenir la France ; au contraire elle en est très
« éloignée et ne veut aucune assimilation » (1).

(1) Réponse à l'article intitulé « La France c'est moi » de M. Ferhat Abbès, membre de la Fédération des Elus Musulmans.

SECTION IV

Caractères propres aux projets du troisième groupe**§ 1^{er}. — ILS N'ONT PAS LES INCONVENIENTS
DES AUTRES PROJETS**

Si l'on admet la légitimité de la naturalisation légale en faveur des indigènes algériens, si l'on rejette les projets d'accession aux droits politiques soit dans un collège spécial soit dans le même collège que les citoyens actuels ou d'accession à la citoyenneté avec maintien du statut personnel, on est conduit tout naturellement à se demander si les projets du troisième groupe, qui envisagent la naturalisation en supprimant par mesure législative le statut personnel sont préférables.

Quand on étudie ces projets — projets Cuttoli et Devaud — on s'aperçoit qu'ils présentent un gros avantage, c'est celui d'éviter les inconvénients que nous avons signalés à propos des autres projets.

Ils ne sont pas contraires à la notion de souveraineté, puisqu'ils accordent les droits politiques souverains à des citoyens, c'est-à-dire à ceux-là mêmes qui doivent — par définition — exercer des droits politiques souverains.

Ils ne sont pas en conflit avec les principes d'égalité et de laïcité ; les droits politiques, en effet, seraient accordés à des citoyens bénéficiant des mêmes droits que les citoyens de la Métropole mais soumis aux mêmes obligations. La même mesure pourrait sans inconvénient être étendue — avec modération — aux colonies, et l'on peut même dire que cette extension est déjà commencée : c'est

ainsi que le décret du 14 octobre 1936 a fixé les conditions dans lesquelles les indigènes de l'Indo-Chine, sujets ou protégés français, peuvent obtenir sur leur déclaration ou d'office la qualité de citoyens français ; l'article 8 de ce décret énumère les diplômes dont l'obtention fait des citoyens de plein droit, de leurs détenteurs. D'autre part, le principe de laïcité serait aussi respecté puisque la loi supprimerait précisément les règles d'origine religieuse qui en se mêlant aux règles juridiques distinguent les indigènes des citoyens.

Ils sont conformes à la politique traditionnelle d'assimilation, dont la tendance à toujours été d'intégrer dans toute la mesure du possible l'Algérie à la France et les indigènes à la Famille française en leur facilitant l'accession à la citoyenneté.

Ils ne sont pas contraires à la Constitution, puisque les députés seraient élus au suffrage universel des citoyens.

Enfin, ils ne heurtent pas violemment l'opinion des citoyens actuels et ils réduisent au minimum les inconvénients signalés précédemment en la personne des députés.

§ 2. — ILS RETIRENT LEGALEMENT LE STATUT PERSONNEL AUX INDIGENES QUI EN CONNAISSENT LA VALEUR ET EN GENERAL NE LE PRATIQUENT PAS, TOUT EN RESPECTANT LEUR RELIGION.

La religion musulmane enseigne qu'il faut s'incliner devant le fait du Prince, lorsqu'il est juste. Rien ne permet de supposer qu'une mesure de ce genre puisse être considérée comme injuste.

Il y a une énorme différence pour un musulman entre renoncer à certaines coutumes d'origine religieuse et accepter sans protester que le Gouvernement les supprime ; toute la différence réside dans la volonté, dans l'intention ; renoncer c'est un acte illicite, subir c'est se conformer aux décisions du Prince — suivant les préceptes de l'Islam.

Or, il est toute une élite musulmane qui est éclairée sur la valeur exacte du statut personnel ; ces indigènes instruits se rendent compte du caractère barbare des règles qu'il contient ; ils n'ignorent pas que ces règles ne sont pas pour la plupart religieuses ; et bien souvent ils ne les pratiquent pas.

Quel inconvénient y aurait-il à retirer à ces indigènes évolués le bénéfice de règles auxquelles ils ne tiennent pas essentiellement dans le fond de leur cœur ? de règles qu'ils laissent tomber en désuétude en ce qui les concerne, tout en criant bien fort qu'ils ne veulent pas y renoncer, de peur d'être coupés de la masse, qui, elle, y tient réellement et les pratique constamment ?

Il s'agirait d'une manière générale de sanctionner législativement ce qui depuis un certain temps se répand dans les mœurs. Mais la religion elle-même serait respectée, comme c'est le devoir évident de tout gouvernement.

Et les risques d'extension inconsidérée seraient considérablement réduits, car il n'est pas possible de naturaliser dans le statut français de nombreuses populations non encore arrivées au stade économique et social indispensable.

§ 3. — DE LA FACULTE DE REPUDIATION

Il peut se trouver parmi les indigènes naturalisés d'office certains qui tiennent à leur statut musulman et le trouvent préférable à la citoyenneté française.

Pour eux, le projet Cuttoli prévoit une faculté de répudier la citoyenneté dans un délai d'un an après la promulgation de la loi ou après la délivrance des diplômes des bénéficiaires ; le projet Devaud prévoit aussi une faculté de répudiation pour certains des indigènes visés par la proposition de loi.

Cette mesure paraît être prévue dans un souci de respect de la liberté individuelle des indigènes ; s'ils ne veulent pas être citoyens, il convient de ne pas les forcer.

Cette faculté de répudier a provoqué des protestations de certains, car, a-t-on dit, le problème qui se pose aux indigènes qui veulent se faire naturaliser se posera de même devant ceux à qui la faculté de répudier sera offerte.

M. Makaci, dans la *Voir des Humbles*, journal quasi-officiel des instituteurs indigènes d'Algérie, écrivait à ce sujet (septembre 1935) :

« ...La solution la plus logique consisterait à accorder la citoyenneté à l'élite visée dans ledit projet, sans appel, mettant ainsi le nouveau citoyen en parfait accord avec sa foi et à l'aise avec son milieu : c'est imposé, donc c'est licite, et il n'y a plus qu'à s'incliner. Mais, donner un délai d'un an à ce futur citoyen pour renoncer à la qualité de citoyen français ce n'est rien résoudre du tout, c'est tout simplement bonnet blanc et blanc bonnet. Demander sa naturalisation — employons l'expression courante — par écrit ou par son silence, en

« ne faisant pas appel, c'est renoncer *volontairement* à un
« statut qu'il était possible de garder par une simple
« déclaration au greffe de la justice de paix, c'est accep-
« ter un état *non imposé* et par conséquent *illicite*. Et
« nous retombons exactement dans la même situation
« présente, en nous éloignant davantage de la « douce
« violence » souhaitée, en retardant beaucoup plus l'exa-
« men et le vote de nouveaux projets susceptibles de nous
« donner de réelles satisfactions. »

Cette argumentation nous paraît convaincante, et nous croyons que si l'on veut réellement aboutir à naturaliser des indigènes, il faut purement et simplement les mettre devant le fait accompli et ne pas leur donner de faculté de répudiation (1).

§ 4. — DES CATEGORIES D'INDIGENES QU'IL CONVIENT DE NATURALISER

M. Belhadj, directeur de la Médersa d'Alger, dans un discours adressé à un Gouverneur Général, établissait dans le monde musulman algérien les distinctions suivantes :

« Il y a tout d'abord la masse inculte ignorant aussi
« bien les principes de la civilisation moderne que ceux
« de la civilisation musulmane. Elle professe une sorte de
« religion qui est l'Islam dans son ensemble, mais qui
« dans les détails est un ramassis de préjugés et de
« croyances barbares, héritage de plusieurs siècles d'igno-
« rance et d'anarchie sociale et intellectuelle.

« Il y a ensuite la classe des talebs. Ceux-ci ont étudié
« certaines sciences musulmanes dans les écoles d'Orient,

(1) M. DEVAUD, dans sa proposition de loi n'admet la faculté de répudiation que pour certaines catégories de naturalisés

« d'après les méthodes surannées du Moyen-Age. Leur
« esprit est en retard de plusieurs centaines d'années ;
« ils pensent comme pensaient autrefois nos vieux savants
« du XIII^e siècle, souvent en dépit de toute vérité scienti-
« fique, de toute nécessité sociale. Ils prétendent être les
« détenteurs de la vérité absolue et proclament toujours
« que le passé était mieux que le présent, que le progrès
« est ennemi de la foi ; et ils n'hésitent pas à condamner
« aux terribles feux de la géhenne éternelle tous ceux
« d'entre nos compatriotes qui ont adopté les mœurs de
« la civilisation moderne.

« Il y a en troisième lieu les jeunes indigènes instruits
« dans nos différents établissements d'enseignement
« français et qui savent peu de chose des sciences musul-
« manes. Ceux-là bien que parfois très évolués ne sont pas
« moins restés imprégnés de par leur hérédité de l'Islam
« de la masse. Ils sont pleins du désir d'aider l'évolution
« de leurs compatriotes mais ne savent comment répondre
« aux objections d'ordre religieux qui leur sont opposées.
« Car il est une vérité indiscutable, une vérité dont on
« constate la force dans toute discussion avec un indigène,
« c'est qu'on ne peut convaincre un musulman de la
« nécessité d'un progrès quelconque qu'en employant des
« arguments tirés des sources mêmes de l'Islam. »

En présence d'un tableau de ce genre, il est bien cer-
tain que l'on ne pourra chercher les indigènes qu'il con-
vient de naturaliser d'office que dans la troisième caté-
gorie. Aussi voyons-nous les différents projets accorder
des droits politiques ou la naturalisation tout d'abord aux
intellectuels formés dans les écoles françaises, pourvus de
certains diplômes français ou ayant passé des concours
d'un niveau intellectuel équivalent.

L'énumération contenue dans le projet Blum-Violette est approximativement la même que celle qui se trouve dans la proposition de loi Cuttoli (2^e formule). On y voit en effet, outre les intellectuels, les anciens officiers indigènes, les anciens sous-officiers indigènes remplissant certaines conditions, les indigènes ayant fait leur service militaire et ayant obtenu tout à la fois la médaille militaire et la croix de guerre, les caïds aghas et bachaghas, les commandeurs de la Légion d'Honneur ou ceux qui ont été nommés à titre militaire dans cet ordre.

Le projet Cuttoli ajoute les retraités des Douanes, des Forêts et de la Gendarmerie, les secrétaires interprètes des sous-préfectures, les khodjas-interprètes des communes mixtes.

Le projet Blum-Viollette, fidèle à son idée de geste symbolique, choisit en outre des indigènes dans toutes les autres classes économiques et sociales de la population algérienne : des commerçants devront être désignés par le conseil d'administration de la Région Economique. et les membres élus aux Chambres de Commerce seront de droit bénéficiaires du projet ; il en sera de même pour les agriculteurs, et aussi pour les ouvriers titulaires de la médaille du travail ou secrétaires de syndicats ; enfin, pour les élus indigènes aux assemblées algériennes.

Le projet Devaud propose la naturalisation des titulaires de la croix du combattant volontaire et de tous les membres de la Légion d'Honneur.

Entre toutes ces propositions il convient de faire un choix. Le tableau de M. Belhadj que nous reproduisons plus haut pourra nous servir de guide. D'autre part, il faudra dans la mesure du possible éviter les inconvénients signalés par la Fédération des Maires du département de

Constantine et que nous avons reproduits en ses lieu et place : les citoyens actuels n'accepteront pas facilement d'abandonner la direction de la majorité des communes rurales aux indigènes. Le danger, certes, est moins grand avec le projet Cuttoli qu'avec le projet Blum-Viollette ; nous ne croyons pas cependant qu'il soit inexistant : les indigènes vivant suivant les mœurs françaises et ayant adopté la mentalité française sont encore trop rares pour que l'on puisse abandonner la gestion de la majorité des communes algériennes à des indigènes même privés de leur statut personnel. Nous ne croyons pas qu'il faille indéfiniment refuser une mesure de ce genre ; nous croyons qu'à l'heure actuelle elle serait prématurée ; nous sommes dans un domaine où il faut agir avec beaucoup de mesure et de précaution ; nous pensons quant à nous qu'il convient de naturaliser tout d'abord un certain nombre d'indigènes parmi ceux qui sont proposés et ensuite d'étendre cette naturalisation à d'autres catégories quand cette extension sera facile et ne présentera pas d'inconvénients, c'est-à-dire au fur et à mesure que la pensée française pénétrera davantage les différentes catégories d'indigènes.

La première tranche devra donc être comme nous l'indiquions celle des intellectuels, présentement admise par tout le monde. Pourront venir ensuite les anciens officiers et sous-officiers, les retraités des Douanes, des Eaux et Forêts et de la Gendarmerie, les secrétaires-interprètes des sous-préfectures et les khodjas-interprètes des communes mixtes.

Les caïds aghas et bachaghas peuvent être de parfaits serviteurs de la France, parfois de grands chefs indigènes ; cela ne veut pas dire qu'ils soient pénétrés de culture

française. Il en est de même pour les anciens combattants pourvus ou non de la médaille militaire et de la croix de guerre et des membres de la Légion d'Honneur. Il faudrait attendre davantage en ce qui les concerne.

Les agriculteurs et commerçants prévus par le projet Blum-Viollette sont à écarter. Il convient en effet d'éviter de transformer des élections purement économiques ou professionnelles en élections politiques ; et l'on ne voit pas les Chambres d'Agriculture, par exemple, désigner des citoyens ; ceci est habituellement le rôle de la Constitution ou du Législateur. Pour des raisons identiques il nous est difficile d'admettre que les élus indigènes aux assemblées algériennes soient *ipso facto* citoyens ; là encore, c'est introduire la politique dans des élections d'où elle a toujours été soigneusement bannie par le législateur lui-même ; il semble assez logique au surplus que les indigènes soient représentés à ces assemblées par des indigènes de même sorte qu'eux-mêmes.

Il résultera évidemment que certains éléments indigènes seront représentés au Parlement à l'exclusion d'autres. Cela nous paraît être un léger inconvénient en présence d'avantages multiples ; l'essentiel est d'assurer une naturalisation et une représentation au Parlement des éléments francisés de la population indigène.

VU :

Le Président de Thèse,
WILLIAM OUALID.

VU :

Le Doyen,
G. RIPERT.

VU et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

- APCHIE. — *De la Condition juridique des Indigènes en Algérie, dans les Colonies ou dans les Pays de Protectorat*. Thèse, Paris 1898.
- AREXY. — *Législation algérienne*. Deuxième édition, Alger 1932.
- AUDINET. — *Consultation dans la Revue Indigène* (juillet-août 1911).
- BACHMANN. — *De la Condition des Personnes en Algérie*. Thèse, Nancy 1896.
- BESSON. — *La Législation civile de l'Algérie. Etude sur la Condition des Personnes et sur le Régime des Biens en Algérie*, 1894.
- BOULLIE. — *De l'Application du Droit civil aux Musulmans d'Algérie*, 1896.
- BOUSQUET. — *Les Musulmans de l'Inde Française, et leur Statut Politique et Civil* (R. A. 1938-1, p. 49).
- CHARPENTIER. — *Précis de Législation algérienne et tunisienne* (Alger, 1899).
- CHAUVEAU. — *L'Accession dans le Statut est-elle possible ?* In 1^{er} Congrès de la Fédération des Sociétés savantes de l'Afrique du Nord, Alger 1935.
— *Les Citoyens français qui s'ignorent*. Ibid.
- DE BOECK. — *Consultation dans la Revue Indigène* (juillet-août 1911).
- DRAPIE. — *La Condition sociale des Indigènes algériens*, 1899.
- DUNOYER. — *Etude sur le Conflit des Lois spécial à l'Algérie*. Thèse, Paris 1888.
- GIRAULT. — *Principes de Colonisation et de Législation coloniale. L'Algérie*. 7^e édition révisée par MILLIOT Paris 1938.
— *Consultation dans la Revue Indigène* (juillet-août 1911).
- GODIN. — *De l'Application du Droit musulman en Algérie*. Thèse, Bordeaux 1900.
- HAMEL. — *De la Naturalisation des Indigènes musulmans d'Algérie*. (R. A. 1886-1887-1890).
- HUGUES. — *La Nationalité française chez les Musulmans en Algérie*. Thèse, Paris 1899.
- KLEIN. — *De la Condition juridique des Indigènes d'Algérie sous la Domination française*. Thèse, Paris 1906.
- LARCHER. — *Traité élémentaire de Législation Algérienne*. 3^e édition, revue par RECTENWALD, Paris 1923.
— *Des Effets du Mariage d'une Femme indigène musulmane avec un Indigène admis à la Jouissance des Droits de Citoyen après la Dissolution de ce mariage* (R. A., 1908).

- LARCHER. — *Des Effets juridiques du Changement de Religion en Algérie* (R. A. 1910).
- MAHOMET. — *Le Koran*, traduction KASIMIRSKI.
- MALLARMÉ. — *Les Conseils locaux algériens et la Représentation des Indigènes*. Thèse, Paris 1901.
- MARY. — *Influence de la Conversion religieuse sur la Condition des Personnes en Algérie*. Thèse, Paris 1910.
- MILLIOT. — *Etude sur la Condition de la Femme musulmane au Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie)*. Thèse, Paris 1910.
— *Cours de Législation Algérienne* (à la Faculté d'Alger).
- MORAND. — *Le Sénatus-Consulte du 14 juillet 1865 et l'Application de la Loi musulmane aux Indigènes de l'Algérie* (R. A. 1907).
— *Contribution à l'Etude des Réformes concernant la Situation politique et économique des Indigènes algériens*. Alger 1916.
— *Avant-Projet de Code de Droit musulman algérien*, 1916.
— *Cours de Droit musulman* (à la Faculté d'Alger).
- NORÈS. — *Essai de Codification du Droit musulman algérien*. Paris, 1909.
- OLIER. — *Les Résultats de la Législation sur la Nationalité en Algérie* (in *Revue politique et parlementaire* 1897).
- PASQUIER-BRONDE. — *Le Problème de la Cité algérienne*. Maison-Carrée, 1933.
- PELLEGRIN. — *L'Islam dans le Monde*. Paris 1937.
- RACK. — *Effets de la Naturalisation d'un Indigène musulman survenue pendant le Mariage sur la Condition de sa Femme et de ses Enfants* (in *Journal de la Jurisprudence de la Cour d'Appel d'Alger*, 1885).
- ROUARD DE CARD. — *Etude sur la Naturalisation en Algérie*, 1881.
— *Consultation dans la Revue Indigène* (juillet-août 1911).
- SABATIER. — *Les Droits électoraux des Indigènes musulmans* (in *Revue des Deux Mondes*, mars 1938).
- SOLUS. — *Traité de la Condition des Indigènes en Droit privé*.
- SURVILLE. — *Naturalisation d'un Indigène musulman ; ses Effets au regard du Statut personnel des Enfants mineurs du Naturalisé* (in *Revue Critique de Législation et de Jurisprudence*, 1890).
- VIARD. — *Les Droits politiques des Indigènes d'Algérie*, 1937.
- WEISS. — *Traité théorique et pratique de Droit international privé* (T. 1^{er}).
- ZEYS. — *Traité élémentaire de Droit musulman algérien*, 1885.

Table des Matières

Chapitre premier : Indigènes Algériens

Para- graphes		Pages
1	Limites et superficie de l'Algérie	1
2	Populations de l'Algérie	3
3	Les indigènes musulmans et israélites	4
4	Les indigènes sont Français	6
5	Les indigènes sujets français	7
6	Le statut personnel	11
7	Absence de droits politiques et de certains autres droits	14
8	Sens unique de l'indigénat	19

Chapitre deuxième : Textes en vigueur

1	Le sénatus-consulte du 14 juillet 1865	24
2	Les résultats du sénatus-consulte de 1865	27
3	Le décret Crémieux	28
4	La loi du 4 février 1919	30
5	Les résultats de la loi de 1919	37
6	Situation de la femme et des enfants du naturalisé	38
7	Causes de l'échec de la naturalisation individuelle	40

Chapitre troisième : Projets

1	La naturalisation légale	47
2	Les projets déposés avant la guerre	49
3	Les projets déposés pendant la guerre	55
4	Les projets déposés depuis la guerre	60
	Moutet	60
	Soulier	61
	Violette	62
	Guernut	64
	Cuttoli	65
	Taittinger	66

Blum-Viollette	67
Doriot	70
Saurin	71
Devaud	72
Cuttoli	73
5 Classification des projets	76

Chapitre quatrième : Appréciation

Section I : <i>Caractères communs aux projets des deux premiers groupes</i>		79
1	Ils sont contraires à la notion de souveraineté	79
2	Ils sont contraires aux principes d'Egalité et de Laïcité	82
3	Ils marquent l'abandon de la politique d'assimilation	85
4	Ils maintiennent indéfiniment le statut personnel	88
Section II : <i>Caractères propres aux projets du premier groupe</i>		108
1	Ils sont contraires à la Constitution	108
2	Ils perpétuent et accentuent les oppositions entre les deux catégories d'électeurs	109
Section III : <i>Caractères propres aux projets du deuxième groupe</i>		111
1	Ils ont des conséquences juridiques inadmissibles	111
2	Ils sont susceptibles d'élargissement	112
3	Ils heurtent violemment l'opinion des citoyens actuels	116
4	Ils favorisent un nationalisme indigène	112
Section IV : <i>Caractères propres aux projets du troisième groupe</i>		126
1	Ils n'ont pas les inconvénients des autres projets	126
2	Ils retirent légalement le statut personnel aux indigènes qui en connaissent la valeur et en général ne le pratiquent pas, tout en respectant leur religion	127
3	De la faculté de répudiation	129
4	Des catégories d'indigènes qu'il convient de naturaliser	130

